

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

ADLPARTNER

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €.

Siège social : 3, avenue de Chartres, 60500 Chantilly.

393 376 801 R.C.S. Senlis.

Exercice social : du 1er janvier au 31 décembre.

A. — Clôture des comptes sociaux au 31 décembre 2007.

I. — Bilan.

(En K€)

Actif	Montant Brut	Amortissements	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Immobilisations incorporelles					
Concessions, brevets et droits similaires	4 520	3 322	1 198	1 552	1 080
Fonds commercial	4 269		4 269	4 269	4 269
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	73		73	31	667
Immobilisations corporelles					
Constructions	3 023	1 275	1 748	1 768	1 770
Installations techniques, matériel, outillage	1 185	1 089	96	129	72
Autres immobilisations corporelles	2 725	1 836	889	1 053	1 061
Immobilisations en cours	5		5		56
Immobilisations financières					
Autres participations	21 222	18 149	3 073	6 598	5 945
Créances rattachées à des participations	12 252	1 928	10 324	9 854	10 089
Autres immobilisations financières	244		244	252	231
Actif immobilisé	49 517	27 599	21 919	25 506	25 238
Stocks et en-cours					
Matières premières, approvisionnements	142	21	121	62	33
Marchandises	2 714	595	2 119	2 033	1 495
Avances et acomptes versés sur commandes	103		103	8	58
Créances					
Créances clients et comptes rattachés	22 112	2 850	19 262	18 888	16 757
Autres créances	3 660		3 660	3 711	4 897
Divers					
Valeurs mobilières de placement	4 670		4 670	1 049	1 120
(dont actions propres : 653)					
Disponibilités	8 745		8 745	8 289	6 715
Comptes de régularisation					
Charges constatées d'avance	4 157		4 157	3 896	4 193
Actif circulant	46 304	3 467	42 838	37 936	35 268
Charges à répartir sur plusieurs exercices					
Ecarts de conversion actif	164		164	53	35
Total général	95 985	31 065	64 920	63 496	60 541

Passif	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Capital social ou individuel (dont versé : 7 001)	7 001	7 001	7 001
Primes d'émission, de fusion, d'apport	8 078	8 078	8 078
Réserve légale	700	700	375
Autres réserves (dont achat oeuvres originales artistes)	2 500	2 243	14 000
Report à nouveau	1 293		-13 778
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	3 147	2 389	2 346
Provisions réglementées	2 227	2 100	1 786
Capitaux propres	24 946	22 510	19 808
Provisions pour risques	411	480	760
Provisions pour risques et charges	411	480	760
Dettes financières			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	0	65	2 238
Emprunts et dettes financières divers (dont emprunts participatifs)	678	900	1 126
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	620	727	121
Dettes d'exploitation			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	28 028	28 555	28 313
Dettes fiscales et sociales	9 408	9 174	7 272
Dettes diverses			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	75		
Autres dettes	572	651	881
Comptes de régularisation			
Produits constatés d'avance	183	434	5
Dettes	39 563	40 505	39 956
Ecarts de conversion passif			17
Total général	64 920	63 496	60 541

II. — Compte de résultat.

(En K€)	France	Exportation	2007	2006	2005
Ventes de marchandises	22 752		22 752	22 117	23 243
Production vendue de services	76 684	681	77 365	73 757	69 578
Chiffres d'affaires nets	99 435	681	100 117	95 874	92 821
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			3 543	3 457	3 787
Autres produits			1 064	1 245	1 250
Produits d'exploitation			104 723	100 576	97 858
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			9 491	9 791	9 909
Variation de stock (marchandises)			-243	-651	-20
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			10 746	11 900	11 057
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-80	-27	21
Autres achats et charges externes			45 261	43 046	41 246
Impôts, taxes et versements assimilés			1 130	1 115	1 065
Salaires et traitements			11 602	11 370	11 648
Charges sociales			5 634	5 354	5 502

Dotations d'exploitation					
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			895	836	759
Sur actif circulant : dotations aux provisions			3 460	3 295	2 962
Pour risques et charges : dotations aux provisions			132	97	188
Autres charges			4 197	4 021	4 589
Charges d'exploitation			92 222	90 147	88 927
Résultat d'exploitation			12 501	10 429	8 931
Produits financiers					
Produits financiers de participations			420	333	315
Autres intérêts et produits assimilés			102	27	21
Reprises sur provisions et transferts de charges			122	1 646	1 736
Différences positives de change			1	4	3
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			404	189	210
Produits financiers			1 049	2 199	2 285
Dotations financières aux amortissements et provisions			5 744	4 676	5 734
Intérêts et charges assimilées			38	391	373
Différences négatives de change			22	65	11
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			31	51	
Charges financières			5 835	5 183	6 119
Résultat financier			-4 787	-2 984	-3 833
Résultat courant avant impôts			7 715	7 445	5 097
Produits exceptionnels sur opérations de gestion			239		221
Produits exceptionnels sur opérations en capital			86	9	23
Reprises sur provisions et transferts de charges			820	1 405	207
Produits exceptionnels			1 144	1 413	450
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion			587	1 039	2 330
Charges exceptionnelles sur opérations en capital			85	1 865	47
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions			485	618	148
Charges exceptionnelles			1 157	3 522	2 526
Résultat exceptionnel			-12	-2 109	-2 075
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise			855	583	30
Impôts sur les bénéfices			3 700	2 365	646
Total des produits			106 917	104 189	100 593
Total des charges			103 770	101 800	98 247
Bénéfice ou perte			3 147	2 389	2 346

III. — Tableau des flux de trésorerie.

(En K€)	2007	2006	2005
Résultat net	3 147	2 389	2 346
+ / - Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	6 261	2 769	4 762
+ / - Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	-57		66
- / + Plus et moins-values de cession	-1	1 856	25
- Dividendes		-12	
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt société	9 350	7 002	7 200

+ Coût de l'endettement financier net	-437	227	-133
+ / - Charge d'impôt société (y compris impôts différés)	3 700	2 365	646
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier et impôt société (A)	12 613	9 594	7 713
- Impôt société versé (B)	-4 277	637	-2 081
+ / - Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-1 023	-983	-566
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	7 314	9 248	5 066
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-372	-665	-1 871
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	9	23
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres)	-167	-275	-6 741
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres)	85		
+ Dividendes reçus		12	
+ / - Variation des prêts et avances consentis	-2 163	-4 921	233
+ / - Autres flux liés aux opérations d'investissement	9	379	-203
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	-2 608	-5 461	-8 559
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options	428		537
- / + Rachats et reventes d'actions propres	26	70	-118
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	-839		
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts			1 100
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-281	-342	-122
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	437	111	133
+ / - Autres flux liés aux opérations de financement		-2	0
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-229	-162	1 529
+ / - Incidence des variations des cours des devises (G)			
= Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	4 477	3 625	-1 964
Trésorerie d'ouverture	8 285	4 661	6 625
Trésorerie de clôture	12 762	8 285	4 661

IV. — Annexe aux comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2007.

1. — Informations générales.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le directoire le 20 mars 2008 et présentés au conseil de surveillance le 28 mars 2008.

Ils comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe au bilan avant affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2007 dont le total est de 64 920 098 € et au compte de résultat présenté sous forme de liste dont le total des produits est de 106 916 752 € et dégagant un bénéfice de 3 147 162 €.

L'exercice a une durée de douze mois recouvrant la période du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007.

Préambule

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.

2. — Faits caractéristiques de l'exercice.

Au cours de l'exercice 2007, le directoire a poursuivi sa politique d'intégration des services et accentué sa politique de diversification des canaux de vente, en développant particulièrement la vente en télémarketing et sur Internet, tant en partenariat qu'en direction de la clientèle propre. Parallèlement, le plan d'efficacité destiné à améliorer les coûts d'intervention a été poursuivi. Il en est résulté en France, malgré une conjoncture qui a enregistré un recul de 6 % de la vente à distance des produits culturels, une augmentation de 4,6 % du volume d'affaires et de 4,4 % du chiffre d'affaires de la société, augmentation ayant particulièrement bénéficié à la vente d'abonnements à durée libre.

A l'étranger, le directoire a engagé un redimensionnement des opérations avec l'arrêt des investissements commerciaux en Grande Bretagne, la cession de la participation dans la filiale suisse et une recherche des solutions les plus adaptées au marché brésilien.

3. — Principes, règles et méthodes comptables.

En application du Code de commerce, les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables, à l'exception des changements mentionnés ci-dessus.

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

3.1. — Actif immobilisé.

Une immobilisation corporelle ou incorporelle est comptabilisée à l'actif, lorsque les conditions suivantes sont simultanément réunies :

- il est probable que l'entité bénéficiera des avantages économiques futurs correspondants,
- son coût ou sa valeur peut être évalué avec une fiabilité suffisante.

3.1.1. — Immobilisations incorporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon les durées d'utilisation suivantes :

Logiciel bureautique	3 ans
Logiciel applicatif	3 à 5 ans

L'entreprise se réserve la possibilité d'utiliser l'amortissement fiscal dérogatoire (1 an pour les logiciels, selon le mode dégressif pour les biens y ouvrant droit) au cas par cas.

Le fonds commercial de l'activité France Abonnements Entreprises, apporté antérieurement par la société mère France Abonnements pour 4 269 K€, ne fait pas l'objet d'amortissement, mais pourrait, le cas échéant, faire l'objet d'une provision pour dépréciation si la rentabilité de cette activité ne justifiait pas la valeur inscrite à l'actif.

La valeur inscrite à l'actif a été comparée à la somme des revenus nets futurs actualisés de l'activité, revenus qui ont été déterminés dans le cadre de l'élaboration d'un plan 2006/2009 et actualisés ensuite à l'infini au taux indiqué par les experts d'Associés en finance : la somme obtenue est très supérieure à la valeur bilancielle et justifie l'absence de dépréciation.

3.1.2. — Immobilisations corporelles.

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée de ces biens dans le patrimoine.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire considéré comme économiquement justifié, en fonction de la nature de l'investissement et selon des durées d'utilisation suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 à 5 ans
Matériel de restaurant d'entreprise	3 à 10 ans
Mobilier du bureau	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 4 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

3.1.3. — Immobilisations financières

La détermination de la valeur nette comptable des investissements dans les filiales (titres de participation et prêts d'actionnaire) est fondée sur l'appréciation de leur valeur d'actif net corrigée de la seule valeur de leur portefeuille d'abonnements, celle-ci étant calculée à partir de l'actualisation des flux nets de revenus qu'ils vont générer.

Cette procédure est appliquée aux filiales à partir de leur troisième année d'existence. Les deux premières années ne donnent pas lieu à constitution de provisions, dans la mesure où il est normal qu'une société dégage des pertes lors de son démarrage. La dotation aux provisions est ensuite lissée sur trois exercices pour arriver à une application stricte de la méthode à la fin du cinquième exercice ; toutefois, en cas de dérive des résultats observés par rapport aux plans initiaux, le provisionnement peut être accéléré.

3.2. — Stocks

Les stocks sont valorisés selon la méthode FIFO. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation est inférieure à la valeur déterminée comme ci-dessus.

3.3. — Créances et dettes fournisseurs

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont enregistrées à leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les écarts éventuels avec le cours de clôture donnent lieu à la constatation d'écarts de conversion.

Pour l'activité Abonnements à Durée Libre, une provision pour dépréciation des créances est constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les provisions pour créances douteuses sont déterminées en fonction du risque encouru selon l'état des dossiers. Mais, en raison des modes de règlement clients et des actions menées par le service clientèle, le risque d'impayés est négligeable et ne s'est traduit au cours des dernières années qu'en montants de créances provisionnées non significatifs.

Pour l'activité Abonnements à Durée Déterminée et Livres-Objets-Audio-Video, les provisions pour créances douteuses sont, pour l'essentiel, établies sur des bases statistiques issues des données des trois années antérieures.

3.4. — Charges et produits constatés d'avance

Les charges constatées d'avance concernent principalement les charges exposées pour la conception, la fabrication, le routage, l'affranchissement des mailings et engagées sur l'exercice clos pour les opérations commerciales débutant après la clôture.

Les produits constatés d'avance concernent les produits des opérations commerciales afférentes à l'année suivante, qui sont enregistrés sur l'exercice en cours ainsi que les produits facturés pour lesquels la livraison est intervenue sur l'exercice suivant.

3.5. — Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées en conformité avec le règlement sur les passifs (CRC n° 2000-06). Ce règlement définit un passif comme un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est à dire une obligation (légale, réglementaire ou contractuelle) de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

4. — Informations relatives au bilan.

4.1. — Immobilisations incorporelles

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations incorporelles, se présentent comme suit (en K€) :

Valeur brute	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Marques, fichiers, logiciels	4 264	256		4 520
Fonds commercial	4 269			4 269
Acomptes immob incorporelles	31	179	137	73
Total	8 564	435	137	8 862

Amortissements	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Marques, fichiers, logiciels	2 712	610		3 322
Fonds commercial	0			0
Total	2 712	610	0	3 322

4.2. — Immobilisations corporelles

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations corporelles, se présentent comme suit (en k€) :

Valeur brute	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Constructions	2 991	32		3 023
Installations techniques	1 176	9		1 185
Autres immobilisations	2 724	29	28	2 725
Immobilisations en cours	0	5		5
Avances et acomptes	0			0
Total	6 891	75	28	6 938

Amortissements	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Constructions	1 223	52		1 275
Installations techniques	1 047	42		1 089
Autres immobilisations	1 671	193	28	1 836

Total	3 941	287	28	4 200
-------	-------	-----	----	-------

4.3. — Immobilisations financières

Les mouvements, ayant affecté les immobilisations financières, se présentent comme suit (en K€) :

Valeur brute	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Fin d'exercice
Participations	21 140	167	85	21 222
Créances rattachées à participations	10 183	2 798	730	12 251
Autres immobilisations financières	252	12	20	244
Total	31 575	2 977	835	33 717

Provisions	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Participations	14 542	3 692	85	18 149
Créances rattachées à participations	329	1 863	264	1 928
Autres immobilisations financières	0			0
Total	14 871	5 555	349	20 077

4.3.1. — Titres de participations et créances rattachées

Au cours de l'exercice, ADLPartner a souscrit à l'augmentation du capital en numéraire de sa filiale Le Grand Tirage, pour 167 377 €, ce qui a permis à celle-ci de rembourser le compte courant d'un montant de 82.273 €.

Les prêts d'actionnaires consentis aux filiales afin de leur permettre de financer leurs activités ont été accrus :

- chez ADLPartner UK de 1.073.054 €,
- chez Suscripciones España de 850.000 €,
- chez ADL Servicios de Fidelização de 595.000 €.

Le prêt participatif accordé par France Abonnements à S.I.D.D. avec un plafond de 6,5 M€, arrivé à échéance au 31/12/2007, a été renouvelé. L'encours au 31/12/2007 s'élève à 6 061 821 €.

Les provisions constituées sur les titres de participation et créances, en application de la procédure consistant à les valoriser par comparaison avec la valeur d'actif net comptable corrigé de la valeur des portefeuilles d'abonnements à durée libre, ont enregistré un complément de dotations de 5 554 646 €. Ce montant a été notablement affecté par la prise en compte de la réduction du crédit d'impôt différé dans le calcul de l'actif net corrigé d'Abo Service International.

Au cours de l'été 2007, prenant en compte les résultats insuffisants des opérations menées en Grande Bretagne, la décision a été prise d'y arrêter les investissements commerciaux et d'y limiter l'activité à la gestion du portefeuille d'environ 80 000 abonnements à durée libre antérieurement constitué. ADLPartner Marketing GmbH, qui avait repris en novembre 2006 le portefeuille résiduel des abonnements italiens, a mis un terme à leur gestion en fin d'année 2007, leur nombre étant tombé en dessous d'un seuil significatif.

A fin octobre 2007, les 50% détenus chez ADLPartner Suisse ont été cédés à l'associé Payot Naville Distribution (groupe Hachette). Cette vente a entraîné la comptabilisation d'une perte de 37 672 € sur l'exercice.

4.4. — Stocks

Les stocks se décomposent comme suit (en k€) :

	Brut	Provision	Net
Primes (cadeaux clients) - Livres audio vidéo	2 714	595	2 119
Documents de traitement, emballages	142	21	121
Total	2 856	616	2 240

4.5. — Clients

Le poste clients se présente comme suit (en k€) :

	Brut	Provision	Net
Clients (échéance – 1 an)	22 112	2 850	19 262

4.6. — Autres créances et comptes de régularisation

Le poste autres créances (total de 3 660 K€, dont taxes sur le chiffre d'affaires : 2 666 K€, autres débiteurs : 994 K€) est composé essentiellement de montants à échéance de moins d'un an.

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 4 157 K€.

4.7. — Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont constituées :

— d'une part par des actions propres auto détenues :

- à hauteur de 558 K€ (236 853 actions), elles sont destinées à l'octroi d'options d'achat, à la distribution d'actions gratuites ou à la rémunération d'acquisitions en croissance externe ;

- à hauteur de 94 K€ (6 730 actions), il s'agit d'actions achetées dans le cadre de l'animation de marché ; la moyenne des cours de bourse du dernier mois de clôture étant supérieure à leur prix d'acquisition, la provision pour dépréciation de 50 K€ au 31/12/2006 a été reprise.

— d'autre part par des certificats de dépôts et des bons à terme pour 4 017 K€.

4.8. — Trésorerie

La trésorerie nette ressort en excédent à hauteur de 12 762 K€.

Un crédit bancaire moyen terme mobilisable de 2.500 K€ a été mis en place en mai 2003. Il est remboursable selon son utilisation sur la période du 31 mars 2004 jusqu'à son terme le 31 décembre 2008. Son plafond d'utilisation se réduit chaque trimestre de 125 K€.

Compte tenu de la situation de trésorerie excédentaire, il n'a pas été mobilisé sur 2007 (montant mobilisable : 500 K€).

Les financements bancaires à court terme et à moyen terme sont à taux variables.

Au 31 décembre 2007, les dettes bancaires et autres emprunts à plus d'un an se présentent comme suit (en K€) :

	Total	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Crédit vendeur	678	238	440	-

4.9. — Capitaux propres.

Au 31 décembre 2007, le capital de 7 000 632 euros est divisé en 4 500 000 actions.

La variation des capitaux propres est la suivante (en K€) :

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission, de fusion, d'apport	(*) Autres réserves et provisions réglementées	Résultat exercice	Capitaux propres
Situation au 31/12/2005	4 500 000	7 001	8 078	2 384	2 346	19 809
Affectation du résultat				2 346	-2 346	0
Résultat de l'exercice					2 389	2 389
Amortissements dérogatoires				313		313
Situation au 31/12/2006	4 500 000	7 001	8 078	5 043	2 389	22 511
Affectation du résultat				1 550	-1 550	0
Dividendes versés					-839	-839
Résultat de l'exercice					3 147	3 147
Amortissements dérogatoires				127		127
Situation au 31/12/2007	4 500 000	7 001	8 078	6 720	3 147	24 946

(*) Correspond aux postes : Réserve légale + Autres réserves + Report à nouveau + Provisions réglementées

Les 4 500 000 actions composant le capital représentent un total de droits de vote exerçables de 7 369 919 (3 113 502 actions bénéficient d'un droit de vote double).

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 20/01/2006 ; le volume d'actions attribuées s'élève à la clôture à 20 900 pour un coût provisionné de 49 K€.

Quatre levées de plan d'options d'actions ont été opérées sur l'exercice pour un total de 95 823 actions.

L'impact sur le résultat de l'exercice est un profit de 57 182 €. Les informations détaillées relatives aux plans en cours figurent dans le rapport de gestion du groupe.

4.10. — Provisions pour risques et charges

Valeur brute	Début d'exercice	Augmentations	Diminutions			Fin d'exercice
			Utilisées	Non utilisées	Total	
Provisions pour risques et charges	480	321	223	167	390	411
Total	480	321	223	167	390	411

Elles sont constituées par :

- 164 K€ de provision pour perte de change (prêt à ADLPartner UK : 148 K€ ; créance Payot Naville Distribution : 16 K€)
- 28 K€ de provision pour litiges prud'homaux
- 70 K€ de provision pour litiges clients
- 74 K€ de provision pour divers litiges
- 49 K€ de provision pour attribution d'actions gratuites au personnel
- 26 K€ de provision pour risques ADLPartner Marketing

4.11. — Autres dettes et comptes de régularisation

Le poste autres dettes pour 572 K€ est composé de lots à payer relatifs à divers tirages pour 439 K€ et de 133 K€ d'avoirs à établir

Les produits constatés d'avance correspondent essentiellement à des opérations commerciales engagés sur l'exercice 2007 au titre de l'exercice 2008. Leur montant au 31 décembre 2007 s'élève à 183 K€.

4.12. — Opérations avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont celles détenues directement par la société ADLPartner à 50 % et plus.

(En K€)	Total	SIDD	LE GRAND TIRAGE	SCI rue de Chartres	Souscripciones ESPANA	ADLPM	ADLP BRESIL	ADLP UK
Titres de participation	21 222	5 573	227	1 406	3 009	2 613	393	8 001
Provision pour dépréciation des titres	18 149	4 680	128		2 334	2 613	393	8 001
Créances sur participation	12 252	6 062			3 167		1 272	1 751
Provision pour dépréciation prêt	1 928						1 254	674
Provision pour risques	26					26		
Clients et débiteurs divers	438	5	30	1	120		81	201
Fournisseurs et créditeurs divers	107		71				36	

5. — Informations relatives au compte de résultat.

5.1. — Chiffre d'affaires

Les revenus de la société sont constitués par les ventes d'abonnement, de livres et d'autres produits culturels.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente d'Abonnements à Durée Libre (ADL) est comptabilisé au fur et à mesure du service des abonnements par les éditeurs.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente d'Abonnements à Durée Déterminée (ADD) est comptabilisé lors de la transmission des avis de mise en service auprès des éditeurs.

Dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut français de commissionnaire de presse) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; il correspond donc en réalité à une marge brute, puisque le coût des magazines vendus est déduit du montant des ventes encaissées.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente des Livres, Objets, Audio Vidéo (LOAV) est comptabilisé lors de la transmission au prestataire des avis de livraison aux clients.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette du coût des magazines vendus dû aux éditeurs, des annulations, des remises accordées et des taxes basées sur les ventes.

Le chiffre d'affaires HT est composé :

- en France par :
 - 72,9 M€ de commissions perçues sur les ventes d'abonnements,
 - 22,8 M€ de ventes de livres, audio, vidéo, et objets,
 - 3,7 M€ d'autres produits,
- à l'étranger par :
 - 0,7 M€ de prestations de services aux filiales étrangères.

Le chiffre d'affaires par zone géographique se présente comme suit (en K€) :

	Exercice 2007	Exercice 2006
France	99 435	95 242
International	681	632
Total	100 116	95 874

5.2. — Personnel

Les charges de personnel et l'effectif moyen sont les suivants :

Charges de personnel (En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Salaires et traitements	10 305	10 097
Charges sociales	5 634	5 354
Intéressement	1 297	1 273
Participation	855	583
Total	18 091	17 307

Effectif moyen	Exercice 2007	Exercice 2006
Cadres	102	95
Agents de maîtrise	44	46
Employés	77	85
Total	223	226

5.3. — Autres achats et charges externes

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Total	45 261	43 046
Dont :		
Frais de conception, d'exécution, de routage, d'affranchissements des mailings	23 915	23 570
Frais de sous-traitance	2 700	2 502
Commissions, courtages sur ventes et honoraires	7 726	6 522
Dépenses de publicité et de relations extérieurs	4 342	3 610

5.4. — Opérations avec les entreprises liées

Les entreprises liées sont celles détenues directement par la société ADLPartner à 50 % et plus.

(En K€)	Total	SIDD	Le Grand Tirage	SCI rue de Chartres	Suscripciones Espana	ADLPM	ADLP Brésil	ADLP UK
Prestations de services	404	10	54	2				338
Participation aux prix LGT	931		931					
Redevances, honoraires, loyers, sous-traitance	95		73	22				
Produits financiers	404	177	3		120		45	59
Dotations aux provisions	5 580	1 361	68		1 211	118	1 189	1 633
Reprise provision dépréciation	18		18					

5.5. — Autres charges

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Redevances	94	71
Charges diverses de gestion courante (pertes commerciales clients, faux nouveaux abonnés, annulations d'abonnements non répercutées aux éditeurs)	1 736	1 582
Pertes sur créances irrécouvrables clients	2 244	2 246
Jetons de présence	123	122

Total	4 197	4 021
-------	-------	-------

5.6. — Dotations aux amortissements et aux provisions

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Dotations aux amortissements des immobilisations	895	836
Dotations aux provisions pour dépréciation des stocks	617	438
Dotations aux provisions pour dépréciation des créances	2 843	2 857
Dotations aux provisions pour risques et charges	131	97
Total	4 486	4 228

5.7. — Reprises amortissements, provisions, transfert de charges

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Transfert de charges	55	142
Reprises provisions pour dépréciation des stocks	438	326
Reprises provisions pour dépréciation des créances	2 929	2 617
Reprises provisions pour risques et charges	121	372
Sous-total	3 488	3 315
Total	3 543	3 457

5.8. — Résultat financier

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Le résultat financier :	-4 786	-2 984
se ventile comme suit :		
Produits réalisés sur les placements	404	189
Produits financiers de participation	420	333
Reprises sur provisions	122	1 646
Autres intérêts et produits assimilés	102	27
Différences positives de change	1	4
Total produits financiers	1 049	2 199
Dotations aux amortissements et provisions	-5 744	-4 676
Différences négatives de change	-22	-65
Charges nettes sur cessions VMP	-31	-51
Intérêts et charges financières	-38	-391
Total charges financières	-5 835	-5 183

5.9. — Résultat exceptionnel

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Le résultat exceptionnel :	-12	-2 109
se ventile comme suit :		
Produits sur opérations de gestion	239	-
Produits sur opérations de capital	85	9
Reprises sur provisions	566	1 193
Reprises sur amortissements dérogatoires	254	211
Total des produits exceptionnels	1 144	1 413
Charges sur opérations de gestion	-587	-1 039
Charges sur opérations de capital	-85	-1 865

Dotations aux amortissements et provisions	-103	-94
Dotations aux amortissements dérogatoires	-381	-524
Total des charges exceptionnelles	-1 156	-3 522

Les charges exceptionnelles sur opérations de gestion de 587 K€ sont constituées essentiellement de malis pour levée d'options pour 182 K€ et de la perte sur créances ADLP Suisse pour 376 K€.

Les produits exceptionnels sur opérations de gestion de 239 K€ sont constitués de bonis sur levée d'options.

6. — Autres informations

6.1. — Etat des échéances des créances et des dettes

Etats des créances (En K€)	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à des participations	12 252		12 252
Autres immobilisations financières	244		244
Autres créances clients	22 112	22 112	
Personnel et comptes rattachés	47	47	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	25	25	
Etat et autres collectivités			
- impôts sur les bénéfices			
- taxe sur la valeur ajoutée	2 666	2 666	
- autres impôts et taxes			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	922	854	68
Charges constatées d'avance	4 157	4 157	
Totaux	42 425	29 861	12 564

Etats des dettes (En K€)	Montant Brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Emprunt., dettes - à 1 an maximum (1)			
Emprunt., dettes financières divers (1) (2)	678	238	440
Fournisseurs et comptes rattachés	28 027	28 027	
Personnel et comptes rattachés	5 097	5 097	
Sécurité sociale et autres organismes	2 732	2 732	
Etat et autres			
- impôts sur les bénéfices	1 303	1 303	
- T.V.A.	115	115	
- autres impôts	161	161	
Dettes sur immobilisations	75	75	
Autres dettes (pension titres)	572	572	
Produits constatés d'avance	183	183	
Totaux	38 943	38 503	440
(1) Emprunts souscrits dans l'exercice	-		
(2) Emprunts remboursés dans l'exercice	281		
(2) Montant auprès des personnes physiques	660		

6.2. — Produits à recevoir

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Clients et comptes rattachés		
Encaissements reçus sur mois suivant	840	214

Sous total clients et comptes rattachés	840	214
Clients - produits non facturés		
Clients divers - factures à établir	158	412
Clients divers - factures à établir filiales	0	0
Mise en service d'abonnements à facturer	0	0
Sous total clients - produits non facturés	158	412
Fournisseurs débiteurs		
Avoirs à recevoir	656	632
Sous total autres créances	656	632
Débiteurs divers		
Divers	0	15
Sous total débiteurs divers	0	15
Personnel et organismes sociaux		
Indemnités journalières à recevoir	43	26
Charges sociales à recevoir	21	4
Sous total personnel et organismes sociaux	64	30
Trésorerie		
Intérêts courus sur certificat de dépôt et bons à terme	17	0
Sous total trésorerie	17	0
Total général	1 735	1 303

6.3. — Charges à payer

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Emprunts divers et dettes établissements crédit		
Intérêts courus à payer	18	22
Sous total emprunts divers et dettes établissements crédit	18	22
Dettes fournisseurs & comptes rattachés		
Factures non parvenues	5 022	5 242
Sous total dettes fournisseurs & comptes rattachés	5 022	5 242
Dettes fiscales & sociales		
Personnel	5 098	4 327
Organismes sociaux	1 761	1 614
Etat	142	164
Sous total dettes fiscales et sociales	7 001	6 105
Autres dettes		
Avoirs à établir	133	311
Divers à payer	0	0
Sous total autres dettes	133	311
Total général	12 174	11 680

6.4. — Accroissement et allègement de la dette future d'impôt

(En K€)	Situation au début de l'exercice			Situation à la fin de l'exercice			Mouvements de l'exercice		
	Valeur du poste	Fiscalité différée		Valeur du poste	Fiscalité différée		Valeur du poste	Fiscalité différée	
		Créance	Dettes		Créance	Dettes		Créance	Dettes
Taux d'imposition :	34,43%			34,43%					
Contribution de solidarité Organic	155	53		160	55		5	2	
Participation des salariés	583	201		855	294		272	94	
Amortissements dérogatoires	2 100		723	2 227		767	127		44

Provisions non déductibles l'année de comptabilisation									
- provision dépréciation des clients									
- provision litiges risques et charges									
Déficit reportable									
Totaux		254	723		349	767		95	44
Net						417		52	

6.5. — Engagements donnés

6.5.1. — Crédit bail mobilier

Ces engagements portent sur du matériel d'exploitation pour une valeur d'origine totale de 16 007 €. Les redevances totales au 31/12/2007 s'élèvent à 1 636 € et le prix d'achat résiduel à 1.601 €.

6.5.2. — Locations locaux

ADLPartner a signé un bail pour ses locaux de Montreuil dont les caractéristiques sont les suivantes :

— loyer annuel de base HT : 859 453,84 € soit 1 027 906,79 € TTC

— durée : 9 ans à compter du 1/11/2004 – terme 31/10/2013

— possibilité de notification d'un congé à l'expiration de chaque période triennale, la société ayant expressément renoncé à la faculté de notifier le congé au 31/10/2007.

En conséquence, l'engagement de la société est de 34 mois soit 2 912 403 € TTC (hors indexation).

6.5.3. — Retraite

Un contrat a été souscrit chez ADLPartner pour assurer la couverture des engagements en matière de retraite. Les primes d'assurance correspondantes sont donc enregistrées dans les comptes annuels.

Selon la compagnie d'assurance, la valeur actualisée de l'obligation au 31/12/2007 s'élève à 1 413 901 € dans le cadre du départ à l'initiative de l'employeur.

Les principales hypothèses actuarielles utilisées sont les suivantes :

Taux d'actualisation	5,15 %
Revalorisation des salaires	2,50 %
Taux de charges sociales	39,28 % à 57,39 %
Turnover	0 à 6 %

6.5.4. — Droit individuel à la formation

L'engagement en matière de droit individuel à la formation est évalué à 10 736 heures au 31/12/2007.

6.6. — Engagements reçus

France Abonnements a consenti à sa filiale S.I.D.D., lors d'un exercice précédent, un abandon de créance de 686 021 € assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. En 1999, France Abonnements a renoncé à faire jouer cette clause, compte tenu de la nature du bénéfice de S.I.D.D. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1998. Au 31 décembre 2007, l'engagement reçu au profit d'ADLPartner est toujours de 686 021 €.

ADLPartner a consenti à sa filiale ADL Servicos de Fidelizacao, un abandon de créance de 36 122 € correspondant aux prestations du contrat de « Service Agreement » du 2ème semestre 2007, assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

6.7. — Rémunération des dirigeants

La rémunération des dirigeants du groupe est communiquée en annexe au rapport de gestion.

6.8. — Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (En €)	Capital	Réserves et report à nouveau	Primes d'émission de fusion d'apport	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeur comptable des titres détenus	
					Brute	Nette
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous :						
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)						

ADLPartner Marketing GmbH, Admiraltätsstrasse 58, 20459 Hambourg (Allemagne)	25 000	10 247	0	100,00%	2 612 630	0
Suscripciones Espana SLU, Calle Juan Bravo, 18-2°C, 28006 Madrid (Espagne)	3 000 000	-27 819	0	100,00%	3 008 750	675 063
ADLPartner United Kingdom Limited, 18B Somerset House - Westside View - Waterlooville, Hampshire PO7 7SG (Angleterre)	1 569 491	-2 672 165	0	100,00%	8 000 828	0
SIDD, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	2 100 000	153 761	0	99,96%	5 572 758	892 709
SCI Rue de Chartres, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	1 600	143 162	0	100,00%	1 406 339	1 406 339
Le Grand Tirage, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	175 000	-86 073	0	100,00%	227 377	99 252
ADL Servicos de Fidelizacao, Alameda Franca 1436, apart° 214, CEP, 01422-001 Sao Paulo (Brésil)	393 222	-1 208 024	0	100,00%	393 221	0
2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)						
B. Renseignements globaux concernant :						
1. Participations non reprises au § A.						

Informations financières Filiales et participations (En €)	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessous :					
1. Filiales (+ de 50% du capital détenu par la société)					
ADLPartner Marketing GmbH, Admiraltätsstrasse 58, 20459 Hambourg (Allemagne)	0	0	212 628	-60 927	0
Suscripciones Espana SLU, Calle Juan Bravo, 18-2°C, 28006 Madrid (Espagne)	3 166 550	0	0	30 329	0
ADLPartner United Kingdom Limited, 18B Somerset House - Westside View - Waterlooville, Hampshire PO7 7SG (Angleterre)	1 751 318	0	3 505 864	-963 379	0
SIDD, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	6 061 821	0	0	-1 361 052	0
SCI Rue de Chartres, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	0	0	21 614	19 578	0
Le Grand Tirage, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France)	0	0	1 010 824	10 324	0
ADL Servicos de Fidelizacao, Alameda Franca 1436, apart° 214, CEP, 01422-001 Sao Paulo (Brésil)	1 271 904	0	223 811	-439 018	0
2. Participations (10 à 50% du capital détenu par la société)					
B. Renseignements globaux concernant :					
1. Participations non reprises au § A.					

6.9. — Risques de marché

Pour faire face au risque de taux d'intérêts, un instrument financier à terme a été mis en oeuvre sur le crédit bancaire moyen terme mobilisable de 2 500 000 € mis en place en mai 2003.

Ce crédit est :

— à taux variable basé sur l'EURIBOR 3 mois

— a un plafond d'utilisation qui se réduit chaque trimestre de 125 K€

— et est remboursable selon son utilisation sur la période du 31 mars 2004 jusqu'à son terme le 31 décembre 2008.

Les caractéristiques de ce Collar sont les suivantes :

— notionnel : 3 M€

— durée : du 30/05/03 au 31/12/08

- taux plafond : 4 %
- taux plancher : 2,45 %.

Cet instrument est remboursable selon la même échéance. Les pertes et gains relatifs à ce contrat sont comptabilisés en résultat financier.

6.10. — Consolidation

La société ADLPartner établit des comptes consolidés avec ses filiales selon la méthode de l'intégration globale, sauf avec ADLPartner Suisse, pour laquelle la méthode de l'intégration proportionnelle est utilisée.

B. — Projet d'affectation du résultat social

(Assemblée générale ordinaire du 13 juin 2008)

L'assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, décide, sur proposition du directoire, d'affecter comme suit le bénéfice net de l'exercice :

Bénéfice à affecter	3 147 162,27 €
Dividende de 0,23 € à 4.272.507 actions	982 676,61 €
Affectation aux réserves	1 000 000,00 €
Affectation au report à nouveau	1 164 485,66 €
Total affecté	3 147 162,27 €

Le montant ci-dessus affecté au dividende tient compte du nombre d'actions auto-détenues au 29 février 2008 et sera ajusté en fonction du nombre exact d'actions qui seront détenues par la société elle-même à la date de détachement de ce dividende, ces actions n'ouvrant pas droit à dividende et la différence avec le montant ci-dessus allant au report à nouveau ou étant prélevé sur le montant affecté au report à nouveau.

Le dividende sera mis en paiement le 11 juillet 2008.

Afin de satisfaire aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts tel que modifié par la loi de finances pour 2006, il est précisé que cette distribution est éligible dans sa totalité à la réfaction d'assiette de 40 % mentionnée au 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

	Par action	Total distribué
2004	néant	néant
2005	néant	néant
2006	0,20 €	839 002 €

C. — Clôture des comptes consolidés au 31 décembre 2007.

I. — Bilan

(En K€)

Actif	Notes	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Actifs non-courants				
Ecart d'acquisition	3.2.	172	172	172
Immobilisations incorporelles	3.3.	1 371	1 697	1 930
Immobilisations corporelles	3.4.	4 744	5 053	5 097
Autres actifs financiers	3.5.	281	667	640
Actifs d'impôt différé	3.6.	2 946	4 580	4 948
Sous-total actifs non-courants		9 514	12 168	12 787
Actifs courants				
Stocks	3.7.	5 159	5 161	3 550
Clients et autres débiteurs	3.8.	31 112	29 922	26 515
Autres actifs	3.9.	4 660	4 486	5 882
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3.10.	14 166	11 511	10 738

Sous-total actifs courants		55 098	51 080	46 685
Total actifs		64 612	63 248	59 472

Passif	Notes	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2005
Capital	3.11.1	7 001	7 001	7 001
Réserves consolidées	3.11.	5 257	3 644	2 499
Résultat consolidé	3.11.	5 658	1 956	1 031
Capitaux Propres	3.11	17 916	12 600	10 531
Dont				
Part du groupe		13 236	7 281	5 038
Intérêts minoritaires		4 679	5 319	5 493
Passifs non-courants				
Provisions à long terme	3.13.	164	395	371
Passifs financiers	3.14.	440	924	1 214
Impôts différés	3.15.	987	1 006	1 126
Sous-total passif non-courants		1 591	2 326	2 711
Passifs courants				
Provisions à court terme	3.16.	216	259	550
Dettes fiscales et sociales		10 226	12 126	7 793
Fournisseurs et autres crédeurs	3.17	34 155	35 044	35 325
Passifs financiers	3.14.	240	303	2 423
Autres passifs	3.18.	268	591	138
Sous-total passif courants		45 106	48 322	46 230
Total capitaux propres et passifs		64 612	63 248	59 472

II. — Compte de résultat

(En K€)	Notes	2007	2006 retraité	2005 retraité
Chiffre d'affaires net HT	4.1.	113 916	109 842	107 098
Autres produits de l'activité		0	0	28
Achats consommés		-22 877	-23 130	-22 565
Charges de personnel	4.2.	-19 827	-19 928	-20 580
Charges externes		-55 160	-54 708	-53 269
Impôts et taxes		-1 163	-1 167	-1 122
Dotations aux amortissements des immobilisations		-1 025	-1 002	-950
Dotations aux provisions		-1 533	-1 188	-1 091
Autres produits et charges d'exploitation	4.3.	-1 476	-1 822	-1 487
Résultat opérationnel		10 857	6 897	6 063
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		765	319	229
Coût de l'endettement financier brut		19	-29	-27
Produits financiers nets	4.4.	784	290	202
Autres produits et charges financiers	4.4.	-74	-119	111
Charge d'impôt	4.5.	-5 303	-3 228	-2 785
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		6 264	3 840	3 591
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	4.6.	-605	-1 885	-2 560
Résultat net		5 658	1 956	1 031
Part du groupe		6 012	1 745	772

Intérêts minoritaires		-353	210	259
Résultat net part du groupe de base par action en €	3.12.	1,43	0,42	0,19
Résultat net part du groupe dilué par action en €		1,41	0,41	0,18

III. — Tableau des flux de trésorerie nette

(En K€)	2007	2006	2005
Résultat net consolidé (y compris intérêts minoritaires)	5 658	1 956	1 031
+ / - Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	1 054	798	757
- / + Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur			
+ / - Charges et produits calculés liés aux stock-options et assimilés	402	337	126
- / + Autres produits et charges calculés			
- / + Plus et moins-values de cession	-806	16	25
- / + Profits et pertes de dilution			
+ / - Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence			
- Dividendes (titres non consolidés)			
Capacité d'autofinancement après produits financiers nets et impôt société	6 308	3 108	1 939
- Produits financiers nets	-784	-243	-107
+ / - Charge d'impôt société (y compris impôts différés)	5 303	3 233	2 856
Capacité d'autofinancement avant produits financiers nets et impôt société (A)	10 828	6 098	4 688
- Impôt société versé (B)	-4 277	454	-2 623
+ / - Variation du B.F.R. lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel) (C)	-3 833	-2 342	-1 758
= Flux net de trésorerie généré par l'activité (D) = (A + B + C)	2 718	4 210	306
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-462	-811	-1 996
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	1	9	23
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)			
+ / - Incidence des variations de périmètre	67	-342	-1 501
+ Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)			
+ / - Variation des prêts et avances consentis	582		0
+ Subventions d'investissement reçues			
+ / - Autres flux liés aux opérations d'investissement	39	-36	-252
= Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (E)	227	-1 181	-3 726
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital			
. Versées par les actionnaires de la société mère			
. Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
+ Sommes reçues lors de l'exercice des stock-options			537
- / + Rachats et reventes d'actions propres	447	25	-118
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice			
. Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-839		
. Dividendes versés aux minoritaires de sociétés intégrées		-3	
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts			1 100
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	-281	-342	-122
- Intérêts financiers nets versés (y compris contrats de location financement)	621	199	10
+ / - Autres flux liés aux opérations de financement	-287	-176	0
= Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (F)	-339	-297	1 406
+ / - Incidence des variations des cours des devises (G)	48	92	-85

= Variation de la trésorerie nette (D + E + F + G)	2 654	2 824	-2 099
Trésorerie d'ouverture	11 507	8 683	10 782
Trésorerie de clôture	14 162	11 507	8 683

IV. — Tableau de variation des capitaux propres

(En K€)	Part du groupe					Intérêts minoritaires	Total ensemble consolidé
	Capital	Réserves liées au capital (1)	Réserves consolidées (2)	Résultat de l'exercice	Total		
Capitaux propres au 01/01/2006	7 001	11 021	-12 984	0	5 038	5 493	10 531
Ecart de conversion			94		94		94
Résultat de l'exercice				1 745	1 745	210	1 955
Versement dividende SCI Rue de Chartres					0	-3	-3
Remboursement "Capital Réserve" ADLP Marketing					0	-174	-174
Variation de périmètre ASI			1		1	-1	0
Variation de périmètre ADLP Marketing			-64		-64	56	-8
Variation de périmètre SCI Rue de Chartres			-5		-5	-262	-267
Impact actions propres			-18		-18		-18
Impact stocks options			101		101		101
Impact plan d'attribution d'actions gratuites			237		237		237
Intégration résultat ADLP Italia			177		177		177
Plus-value de cession ADLP Italia			-15		-15		-15
Déconsolidation ADLP Italia			-10		-10		-10
Capitaux propres au 31/12/2006	7 001	11 021	-12 486	1 745	7 281	5 319	12 600
Affectation du résultat		2 389	-644	-1 745	0		0
Ecart de conversion			102		102		102
Résultat de l'exercice				6 012	6 012	-353	5 659
Versement dividende ADLPartner		-839			-839		-839
Remboursement "Capital Réserve" Abo Service International					0	-287	-287
Impact actions propres			438		438		438
Impact stocks options			162		162		162
Impact plan d'attribution d'actions gratuites			220		220		220
Intégration résultat ADLP Suisse			-139		-139		-139
Capitaux propres au 31/12/2007	7 001	12 571	-12 347	6 012	13 237	4 679	17 916

(1) Primes d'émission, d'apport, de fusion + réserve légale + report à nouveau

(2) Réserves groupe + écart de conversion

V. — Indicateurs clés de performance

Volume d'affaires brut.

Le volume d'affaires brut (VAB) représente la valeur des abonnements et autres produits commercialisés.

Le chiffre d'affaires est représenté :

— pour les ventes d'abonnements par la commission reçue des éditeurs de presse, la détermination du chiffre d'affaires reposant sur le statut de commissionnaire de presse. Par conséquent, le chiffre d'affaires correspond, en réalité, à une marge brute, puisqu'il déduit du montant des ventes encaissées le coût des magazines vendus ;
 — pour les autres produits commercialisés par le produit des ventes.

Le volume d'affaires brut s'entend avant toutes remises et annulations. C'est la raison pour laquelle il représente l'indicateur le plus stable et le plus homogène de notre activité.

Le volume d'affaires brut des activités en cours s'élève à 245 888 K€ pour l'exercice 2007 contre 234 851 K€ pour l'exercice 2006.

Il se présente comme suit :

Par zone géographique

(En K€)	2007	2006 retraité *
France	218 364	206 710
Abo Service International	19 838	21 376
ADLPartner Hispania	6 939	6 007
ADLPartner Brésil	747	758
International	27 524	28 140
Total	245 888	234 851

** Les filiales britannique et suisse ont été classées en activités arrêtées ou en cours de cession en 2007. Les données chiffrées au 31 décembre 2007 sont donc comparées à des données chiffrées retraitées pour la même période de 2006.*

Par offre produit

(En K€)	2007	2006 retraité *
Offre abonnements à durée libre	154 022	144 392
Offre abonnements à durée déterminée	54 166	55 874
Offre livres, objets, audio, vidéo	30 506	29 901
Autres offres	7 194	4 683
Total	245 888	234 851

** Les filiales britannique et suisse ont été classées en activités arrêtées ou en cours de cession en 2007. Les données chiffrées au 31 décembre 2007 sont donc comparées à des données chiffrées retraitées pour la même période de 2006.*

Actif net réévalué

Le portefeuille d'abonnements à durée libre gérés par la société et ses filiales était de 2 586 459 unités au 31 décembre 2006 ; il atteignait 2 775 751 abonnements au 31 décembre 2007 (y compris les abonnements qui continuent d'être gérés dans le cadre des filiales dont les investissements commerciaux ont été arrêtés ou qui sont destinées à être cédées et qui s'élevaient à 69 295 abonnements au 31 décembre 2007). Notons que l'ensemble des sociétés du Groupe détient les droits financiers afférents à chaque abonnement à durée libre.

La valeur du portefeuille d'abonnements à durée libre, nette d'impôts (part du groupe), passe ainsi de 63,2 M€ au 31 décembre 2006 à 70,4 M€ au 31 décembre 2007.

Cette augmentation de la valeur de l'actif réel n'est pas prise en compte dans les états comptables consolidés.

Rappelons que la valeur du portefeuille d'abonnements à durée libre peut être calculée en actualisant les revenus nets futurs que vont générer ces abonnements tout au long de leur durée de vie grâce à la connaissance statistique que la société a accumulée depuis plusieurs années du comportement de ces abonnements en France et dans ses filiales.

La courbe de vie des abonnements recrutés par une opération promotionnelle permet de déterminer, avec une grande fiabilité, à tout moment l'espérance de vie résiduelle des abonnements restants. En appliquant au nombre des abonnements restant à servir le revenu moyen constaté et la marge sur coûts directs (déduction faite des remises à payer), on obtient la contribution nette restant à recevoir des abonnements résiduels correspondant à une opération. L'actualisation de cette contribution, à un taux, fonction du coût de l'argent, donne la valeur de cette quantité d'abonnements.

En cumulant toutes les valeurs attachées à l'ensemble des opérations, on détermine la valeur globale du portefeuille d'abonnements détenus.

Ces valeurs de portefeuille sont ensuite corrigées de l'impôt latent. On ne retient enfin que la part revenant au groupe dans la valeur du portefeuille d'abonnements.

Le détail des valeurs de portefeuille, nettes d'impôts (part du groupe), se présente ainsi :

(En K€)	Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts) (part du groupe) au 31/ 12/2007 (2)	Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts) (part du groupe) au 31/ 12/2006 retraitée (1)
Activités en cours		
France	64 037	55 101
International	5 012	5 323
Total	69 049	60 424
Activités arrêtées ou en cours de cession à l'International	1 371	2 749
Total	70 420	63 173

(1) retraité (reclassement des nouvelles activités arrêtées ou en cours de cession : Angleterre & Suisse)
(2) intégrant l'impact de l'harmonisation de la méthode de valorisation pour les abonnements ADL gérés pour son propre compte en France (impact de 2 282 K€ non pris en compte au 31/12/06)

La valeur du portefeuille (part du groupe), ajoutée aux capitaux propres consolidés (part du groupe), donne alors un actif net réévalué (part du groupe), qui passe de 70,5 M€ au 31 décembre 2006 à 83,7 M€ au 31 décembre 2007, soit une progression de 13,2 M€ sur la période (+ 18,7 %).

L'actif net réévalué se présente ainsi :

(En K€)	31/12/2007			31/12/2006		
	Total	Part du groupe	Intérêts minoritaires	Total	Part du groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres consolidés	17 916	13 236	4 679	12 600	7 280	5 320
Valeur du portefeuille ADL (nette d'impôts)	71 785	70 420	1 365	64 542	63 173	1 369
Actif net réévalué	89 701	83 656	6 044	77 142	70 453	6 689

VI. — Annexe aux états financiers consolidés.

1. — Informations générales

Le Groupe ADLPartner commercialise des abonnements de presse magazines, ainsi que des livres et autres produits culturels. Il le fait au moyen de mailings, d'encarts, d'opérations Internet ou de télémarketing.

La clientèle prospectée est issue :

- soit de fichiers de noms détenus en propre,
- soit de fichiers fournis par des enseignes partenaires dans le cadre d'opérations de marketing de fidélisation.

La société tête de groupe est ADLPartner, société de droit français, S.A. à directoire et conseil de surveillance au capital de 7 000 632 €, domiciliée 3, avenue de Chartres, 60500 Chantilly, cotée sur Euronext Paris – compartiment C – Isin FR0000062978.

Le directoire a arrêté les états financiers consolidés le 20 mars 2008 et le conseil de surveillance a donné son autorisation de publication des états financiers consolidés au 31 décembre 2007 le 28 mars 2008. Ces comptes ne seront définitifs qu'après leur approbation par l'assemblée générale des actionnaires le 13 juin 2008.

Faits significatifs 2007

Au cours de l'exercice 2007, le directoire a poursuivi sa politique d'intégration des services et accentué sa politique de diversification des canaux de vente, en développant particulièrement la vente en télémarketing et sur Internet, tant en partenariat qu'en direction de la clientèle propre. Parallèlement, le plan d'efficacité destiné à améliorer les coûts d'intervention a été poursuivi. Il en est résulté en France, malgré une conjoncture qui a enregistré un recul de 6 % de la vente à distance des produits culturels, une augmentation de 4,6 % du volume d'affaires et de 4,4 % du chiffre d'affaires de la société, augmentation ayant particulièrement bénéficié à la vente d'abonnements à durée libre.

A l'étranger, le directoire a engagé un redimensionnement des opérations avec l'arrêt des investissements commerciaux en Grande Bretagne, la cession de la participation dans la filiale suisse et une recherche des solutions les plus adaptées au marché brésilien. La réduction en Allemagne du taux de l'impôt sur les sociétés a affecté le crédit d'impôt différé lié aux déficits reportables d'Abo Service International et entraîné une charge exceptionnelle de 1 228 K€.

2. — Règles et méthodes comptables

2.1. — Base de préparation des états financiers

2.1.1. — Référentiel

Toutes les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe ont établi des comptes arrêtés au 31/12/2007.

Les IFRS (International Financial Reporting Standards) utilisées par le Groupe pour la préparation des états financiers 2007 et le comparatif 2006 sont toutes les normes et interprétations publiées par le conseil de l'IASB (International Accounting Standards Board) et par le comité IFRIC de l'IASB (« International Financial Reporting Interpretations Committee»), qui sont pertinentes pour ses activités, applicables de manière obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2005 et adoptées par l'Union Européenne sous réserve des exceptions expressément prévues par IFRS 1.

L'établissement des états financiers consolidés préparés conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) implique que le Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui affectent le montant des actifs et passifs, les notes sur les actifs et passifs potentiels à la date d'arrêté, ainsi que les produits et charges enregistrés sur la période. Des changements de faits et circonstances peuvent amener le Groupe à revoir ces estimations

2.1.2. — Nouvelles normes IFRS d'application obligatoire en 2007

Les nouvelles normes IFRS d'application obligatoire en 2007 sont mentionnées ci-dessous mais n'ont pas d'impact sur les états financiers du Groupe :

- IAS 1 – Amendements relatifs aux informations à fournir sur le capital
- IFRS 7 – Informations à fournir sur les instruments financiers
- IFRIC 7 – Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29
- IFRIC 8 – Champ d'application d'IFRS 2 (paiement en actions)
- IFRIC 9 – Réexamen des dérivés incorporés
- IFRIC 10 – Information financière intermédiaire et perte de valeur

2.1.3. — Périmètre de consolidation

A l'exception de la cession de la participation dans la filiale Suisse, le périmètre de consolidation est inchangé par rapport au 31/12/2006, de même que les pourcentages de contrôle.

2.2. — Présentation des états financiers consolidés

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf précision contraire.

Les états financiers consolidés du Groupe ont été préparés sur la base des coûts historiques, à l'exception de certaines catégories d'actifs et passifs conformément aux règles édictées par les IFRS. Les catégories concernées sont mentionnées dans les notes suivantes.

Les actifs destinés à être cédés ou consommés au cours du cycle normal d'exploitation du Groupe, les actifs détenus dans la perspective d'une cession dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice ainsi que la trésorerie et les équivalents de trésorerie constituent des actifs courants. Tous les autres actifs sont non courants.

Les dettes échues au cours du cycle d'exploitation normal du Groupe ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice constituent des dettes courantes. Toutes les autres dettes sont non courantes.

Les principales méthodes comptables mises en oeuvre sont décrites ci-après.

2.3. — Méthode de consolidation

2.3.1. — Filiales

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la Société et des entités (y compris les entités ad hoc) contrôlées par la Société (ses filiales). Le contrôle est obtenu lorsque la Société a la capacité de décider des politiques opérationnelles et financières de l'entité afin d'en retirer les bénéfices des activités.

Les résultats des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice sont inclus dans le compte de résultat consolidé à compter de la date effective de transfert du contrôle ou jusqu'à la date effective où le contrôle cesse d'exister.

Si nécessaire, des ajustements ont été réalisés sur les états financiers des filiales afin de mettre leurs méthodes comptables en adéquation avec celles utilisées par le Groupe.

Les intérêts minoritaires dans les actifs nets des filiales consolidées sont identifiés séparément des capitaux propres - part du Groupe. Les intérêts minoritaires comprennent le montant de ces intérêts à la date d'origine du regroupement d'entreprises ainsi que la part des minoritaires dans les variations de l'actif net de la filiale depuis la date de regroupement. Les pertes attribuables aux minoritaires en sus de leur part d'intérêt dans l'actif net de la filiale sont affectées en contrepartie des intérêts du Groupe, sauf dans le cas où le minoritaire a une obligation ferme et est en mesure d'effectuer un investissement complémentaire afin de couvrir les pertes.

2.3.2. — Coentreprises

Les coentreprises sont des sociétés dont le Groupe a un contrôle conjoint, c'est à dire dont il partage le contrôle des activités en vertu d'un accord contractuel. Le Groupe présente ses intérêts dans de telles entités par intégration proportionnelle. La part du Groupe dans les actifs, les dettes, les revenus et les charges des entités sous contrôle conjoint est combinée avec les éléments équivalents des états financiers consolidés présentés ligne par ligne.

Tout écart d'acquisition résultant de l'acquisition de la part du Groupe dans une entité sous contrôle conjoint est comptabilisé conformément à la méthode comptable du Groupe pour l'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une filiale (voir ci-dessous).

Les états financiers des coentreprises sont inclus dans les états financiers consolidés à compter de la date où le contrôle conjoint est constaté jusqu'à la date où le contrôle conjoint cesse.

2.3.3. — Opérations éliminées en consolidation

Toutes les transactions intragroupe, les soldes débiteurs et créditeurs, les charges et produits intragroupe ont été éliminés dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes résultant des transactions intragroupe ne sont éliminées que dans la mesure où il n'existe pas d'indication d'une éventuelle dépréciation.

Lorsque le Groupe réalise des transactions avec des entités sous contrôle conjoint, les profits et pertes latents sont éliminés à concurrence de la part d'intérêt du Groupe dans la coentreprise.

2.4. — Regroupements d'entreprises

En application d'IFRS 3, l'acquisition de filiales est comptabilisée en utilisant la méthode du coût d'acquisition. Le coût d'acquisition est mesuré, à la date de prise de contrôle, comme l'agrégat des justes valeurs des actifs et des passifs engagés ou assumés et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de la société acquise, augmenté des coûts directement attribuables au regroupement d'entreprises.

Les actifs identifiables de la société acquise, les passifs existants ou éventuels qui remplissent les conditions posées pour leur comptabilisation par la norme IFRS 3 sont constatés à leur juste valeur à la date d'acquisition, à l'exception des actifs non courants (ou groupes d'actifs destinés à être sortis) qui sont classés comme destinés à la vente, en application de la norme IFRS 5 « *Actifs non courants destinés à la vente et opérations abandonnées* », qui sont comptabilisés et évalués à leur juste valeur diminuée des coûts de cession.

2.4.1. — Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition résultant de l'acquisition d'une filiale (ou d'une entité sous contrôle conjoint) représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêts du Groupe dans la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs existants et éventuels de la filiale (ou de l'entité sous contrôle conjoint) à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est initialement comptabilisé comme un actif évalué à son coût et il est ensuite évalué à son coût diminué d'éventuelles dépréciations. Si la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs identifiables, des passifs existants et éventuels de la société acquise excède le coût du regroupement d'entreprises, l'excédent est immédiatement comptabilisé au résultat.

Cet écart d'acquisition est testé annuellement et pour la première fois avant la fin du délai d'affectation. Pour la réalisation de ce test, l'écart d'acquisition est alloué à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) du Groupe, dont on s'attend à ce qu'elles bénéficient des synergies liées au regroupement. Les UGT sont testées annuellement pour dépréciation, ou plus fréquemment, lorsqu'il existe une indication que la valeur de l'unité doit être dépréciée.

Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable nette, la perte pour dépréciation est en priorité affectée pour réduire l'écart d'acquisition, puis, au prorata, en diminution de la valeur des actifs de la dite unité. Une perte pour dépréciation reconnue sur un écart d'acquisition ne peut être reprise sur un exercice ultérieur.

Lors de la cession de la filiale ou de l'entité contrôlée conjointement, le montant attribué à l'écart d'acquisition est inclus dans la détermination des profits ou pertes de cession.

2.4.2. — Intérêts minoritaires

Ils sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des actifs nets acquis.

2.5. — Transactions en devises étrangères

Les états financiers de chacune des entités du Groupe sont présentés dans la devise de l'environnement économique principal dans lequel elle opère (devise fonctionnelle). Pour les besoins de la préparation des états financiers consolidés, les résultats et la situation financière de chaque entité sont exprimés en euro, qui est la devise fonctionnelle du Groupe et la devise de présentation des états financiers consolidés.

2.5.1. — Transactions en devises

Dans la préparation des états financiers des entités individuelles, les transactions dans des devises autres que la devise fonctionnelle de l'entité sont enregistrées au taux de change effectif à la date de transaction. A chaque date de clôture, les éléments monétaires en devises étrangères sont traduits au taux effectif à la date de clôture. Les éléments non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction.

Les différences de change qui résultent de la traduction des éléments monétaires ou de leur paiement sont incluses dans le compte de résultat pour l'exercice.

2.5.2. — Etats financiers libellés en devises

Pour les besoins de la présentation des états financiers consolidés, les actifs et passifs des opérations du Groupe à l'étranger (y compris les informations comparables) sont exprimées en euros, en utilisant les taux de change en vigueur à la date de clôture. Les charges et produits (y compris les informations comparables) sont traduits au taux de change moyen pour l'exercice. Les écarts de conversion en résultant sont comptabilisés directement dans les capitaux propres. De telles différences de change sont virées au compte de résultat lors de la cession ou de l'arrêt de l'activité étrangère.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de la juste valeur résultant de l'acquisition d'une entité étrangère sont convertis en euros au taux de clôture.

2.6. — Actifs non courants destinés à être cédés et abandon d'activité

Les actifs non courants et les groupes d'actifs destinés à être « sortis » du bilan sont classés comme « actifs destinés à être cédés », si leur valeur nette comptable doit être recouvrée sous la forme d'une transaction de vente, plutôt que par la poursuite de leur utilisation.

Cette condition n'est considérée comme remplie que lorsque la vente est hautement probable et que l'actif (ou le groupe d'actifs) est disponible pour une vente immédiate en l'état. La direction doit également s'être engagée en faveur de cette vente, qui doit être effective dans les 12 mois qui suivent la classification en actifs destinés à la vente.

Il en va de même si la prospection commerciale d'une activité est arrêtée et si l'on entre en phase d'exploitation à minima du portefeuille d'abonnements précédemment constitué.

Dans ce dernier cas, cette condition est remplie lorsque la direction considère sa décision irrévocable.

2.7. — Actifs incorporels

Le Groupe présente ses actifs incorporels conformément à la norme IAS 38 « *Immobilisations incorporelles* ». Un actif incorporel est identifiable c'est à dire séparable ou résultant de droits contractuels ou légaux. Seuls les éléments dont le coût peut être déterminé de façon fiable et pour lesquels il est probable que les avantages économiques futurs iront au Groupe sont comptabilisés en immobilisations.

Un actif généré de manière interne n'est pas comptabilisé comme un actif, son coût étant difficile à distinguer du coût de maintien ou de développement des opérations de l'entreprise. Pour cette raison, le portefeuille d'abonnements et les listes de clients générés en interne ne sont pas comptabilisés comme des actifs incorporels. Les dépenses relatives à l'écart d'acquisition, à la prospection de nouveaux clients, à la création du portefeuille d'abonnements et à la fidélisation des clients existants sont comptabilisées directement en charges dès qu'encourues.

Les actifs incorporels sont initialement évalués à leur coût. Après sa comptabilisation initiale, le Groupe mesure un actif incorporel à son coût diminué de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur éventuelles cumulées.

Un actif incorporel avec une durée de vie utile finie est amorti sur cette durée de vie. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

- logiciel bureautique : 3 ans
- logiciel applicatif : 3 à 5 ans

Un actif incorporel à durée de vie indéfinie n'est pas amorti et, conformément à IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* », est testé annuellement.

2.8. — Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont initialement comptabilisées à leur coût de revient, qui inclut toutes les dépenses nécessaires à leur mise en service.

Le Groupe enregistre ses immobilisations conformément à l'approche par composants, le remplacement d'un composant est enregistré comme un actif et l'actif remplacé est sorti à sa valeur nette comptable.

Après l'acquisition, le Groupe évalue les immobilisations corporelles à leur coût de revient diminué de l'amortissement cumulé et des éventuelles pertes de valeur constatées cumulées.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la durée d'utilisation attendue par le Groupe. La base amortissable des actifs correspond au coût d'acquisition, aucune valeur résiduelle significative n'ayant été identifiée. Le montant amortissable prend en compte la valeur résiduelle estimée à la fin de la durée de vie utile du bien si elle est jugée significative. La méthode d'amortissement et son taux sont revus chaque année.

Elles sont amorties linéairement selon les durées d'utilité estimées suivantes :

Constructions	50 ans
Agencements et aménagements des constructions	3 à 10 ans
Installations techniques, matériel et outillage industriel	3 à 5 ans
Matériel de restaurant d'entreprise	3 à 10 ans
Mobilier de bureau	3 à 10 ans
Matériel de transport	3 à 4 ans
Matériel de bureau	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

Les biens financés par un contrat de location financement sont comptabilisés dans l'actif immobilisé (cf. note ci-dessous).

2.9. — Contrats de location

Les contrats de location sont classés comme des contrats de location financement lorsqu'ils transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété des actifs loués. Tous les autres contrats sont considérés comme de la location simple.

Les actifs sous contrat de location financement sont comptabilisés comme des actifs du Groupe à leur juste valeur à la date de début du contrat ou, si elle est plus faible, à la juste valeur des paiements minimaux due au titre du contrat de location. La dette correspondante vis-à-vis du bailleur est incluse dans le bilan comme un emprunt. Les paiements effectués au titre de la location sont ventilés entre la charge d'intérêts et la réduction de la dette, de manière à obtenir un taux constant d'intérêt sur le montant restant dû de la dette. Les charges d'intérêts sont comptabilisées en résultat financier.

Les loyers payables sur des contrats de location simple sont comptabilisés en charge au compte de résultat sur la durée du contrat. Les bénéfices reçus et attendus comme un avantage à la signature du bail de location simple sont également ventilés sur la durée du bail.

Le Groupe n'a pas de contrat de location significatif comprenant un tel avantage et n'a donc opéré aucun retraitement dans les comptes.

2.10. — Dépréciation d'actifs

Conformément à la norme IAS 36 « *Dépréciation d'actifs* », lorsque des événements ou modifications d'environnement de marché indiquent un risque de perte de valeur des immobilisations incorporelles et corporelles, celles-ci font l'objet d'une revue détaillée afin de déterminer si leur valeur nette comptable est inférieure à leur valeur recouvrable.

Le montant recouvrable des actifs suivants est évalué chaque année même en l'absence d'indicateur de perte de valeur possible : actifs incorporels à durée de vie indéfinie, actifs incorporels non encore prêts à l'usage, écart d'acquisition résultant d'un regroupement d'entreprises.

La valeur recouvrable est la plus importante des deux valeurs suivantes :

- Le prix de vente net,
- La valeur d'utilité.

La valeur d'utilité se fonde sur l'actualisation des flux de trésorerie futurs. Les flux de trésorerie futurs sont retenus sur une durée de 5 ans pour une valeur actualisée à l'infini. Le taux d'actualisation retenu est un taux avant impôt reflétant les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de

l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les hypothèses retenues en termes de variation du chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables et conformes aux données de marché disponibles pour chacune des unités opérationnelles.

Dans certains cas, la valeur recouvrable d'un actif isolé ne peut être déterminée, c'est à dire qu'il ne génère pas d'entrées de trésorerie indépendantes de celles d'autres actifs. Dans cette situation, la valeur recouvrable est déterminée pour l'unité génératrice de trésorerie (UGT) auquel il appartient.

Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'actif, une perte de valeur est immédiatement constatée en résultat pour la différence entre ces deux montants.

Dans le cas d'une UGT comprenant un écart d'acquisition, l'écart d'acquisition est d'abord réduit, puis les autres actifs sont réduits au prorata de leur valeur nette comptable.

Une perte de valeur comptabilisée sur un écart d'acquisition n'est jamais reprise.

Pour les autres actifs, si les circonstances qui ont amené à constater la perte de valeur ont disparu, la perte de valeur est reprise. Cependant, le montant de la valeur nette comptable augmentée d'une reprise de perte de valeur ne peut pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour cet actif au cours des années précédentes.

2.11. — Titres de participation non consolidés et autres actifs financiers

Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les titres de participation dans des sociétés non consolidées sont analysés comme disponibles à la vente et sont donc comptabilisés à leur juste valeur. Pour les titres cotés, cette juste valeur correspond au cours de bourse. Si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable, les titres sont comptabilisés à leur coût. Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en capitaux propres. En cas d'indication objective d'une dépréciation de l'actif financier (notamment baisse significative ou durable de la valeur de l'actif), une provision pour dépréciation irréversible est constatée par résultat. La reprise de cette provision par le résultat n'interviendra qu'au moment de la cession des titres.

Les prêts sont comptabilisés au coût amorti. Ils peuvent faire l'objet d'une provision pour dépréciation s'il existe une indication objective de perte de valeur. La dépréciation correspondant à la différence entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable est comptabilisée en résultat et est réversible si la valeur recouvrable était amenée à évoluer favorablement dans le futur.

A chaque clôture, un examen du portefeuille des titres non consolidés et des autres actifs financiers est effectué afin d'apprécier s'il existe des indications objectives de perte de valeur de ces actifs. Le cas échéant, une provision pour dépréciation est comptabilisée.

Toutefois, le Groupe n'a pas utilisé cette méthode en raison de son caractère non significatif.

2.12. — Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient (selon la méthode du premier entré, premier sorti) et de leur valeur nette de réalisation.

La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts attendus pour l'achèvement ou la réalisation de la vente.

2.13. — Clients et autres débiteurs

Les créances commerciales et autres débiteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des corrections de valeur.

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur juste valeur. Une provision pour dépréciation des créances clients est constituée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'impossibilité du Groupe à recouvrer la totalité des montants dus dans les conditions initialement prévues.

2.14. — Trésorerie et équivalents de trésorerie

Conformément à la norme IAS 7 « *Tableau des flux de trésorerie* », la trésorerie comprend les liquidités ainsi que les placements à court terme, liquides et facilement convertibles en un montant déterminable de liquidité. Les placements dans des actions cotées, les placements à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) sont exclus de la trésorerie.

Les découverts bancaires figurent en passifs financiers courants.

2.15. — Valeurs mobilières de placement

Conformément à la norme IAS 39 « *Instruments financiers* », les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur juste valeur.

Aucun placement n'est analysé comme étant détenu jusqu'à l'échéance.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées directement en résultat (en charges et produits financiers relatifs aux disponibilités et aux valeurs mobilières de placement).

2.16. — Actions auto détenues

Lorsque le Groupe rachète ses propres actions, le montant payé et les coûts de transaction directement imputables sont comptabilisés comme une variation des capitaux propres.

Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement dans les capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

2.17. — Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur valeur nominale d'origine, diminuée des coûts de transaction directement imputables.

2.18. — Avantages accordés au personnel

Conformément à la norme IAS 19, les avantages postérieurs à l'emploi sont comptabilisés selon l'un des deux régimes suivants :

- les régimes à cotisations définies ;
- les régimes à prestations définies.

Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés des ressources complémentaires contractuelles ou conventionnelles (conventions collectives). Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé. Le Groupe calcule l'engagement brut en multipliant les droits acquis par le personnel par la probabilité de devoir payer ces droits et un coefficient d'actualisation.

Les droits acquis par le personnel correspondent à la multiplication de la quantité de droits acquis à la date de clôture par le salaire estimé de fin de carrière (méthode dite « rétrospective avec salaire de fin de carrière »).

La probabilité que l'entreprise a de devoir verser ces droits est une combinaison de deux probabilités : probabilité de vie à la date de la retraite et probabilité d'être présent dans l'entreprise à l'âge de la retraite (rotation du personnel).

Pour le facteur d'actualisation, le Groupe retient le taux des obligations privées de première catégorie et de même maturité que celle des engagements évalués (ou s'il n'est pas disponible, le taux des obligations d'Etat).

La valeur actuelle de l'engagement est inscrite au bilan, déduction faite de la juste valeur des actifs du régime. Le calcul est effectué annuellement par un actuaire pour les indemnités de départ.

Le Groupe comptabilise ces écarts actuariels en produits ou en charges et n'applique pas la méthode dite du corridor.

Au sein du Groupe, les régimes à prestations définies regroupent des régimes complémentaires de retraite et d'indemnités de départ.

Les engagements sont tout ou partiellement couverts par des contrats d'assurance.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée dans le résultat opérationnel.

2.19. — Paiements en actions ou assimilés

Conformément à la norme IFRS 2 « *Paiements en actions* », le Groupe comptabilise dans ses états financiers l'impact de l'attribution aux salariés d'options de souscription ou d'achat d'actions et de l'attribution d'actions gratuites.

Les transactions de paiements en actions ou assimilés dénouées par remise d'instruments de capitaux propres sont évaluées à la juste valeur des instruments financiers attribués et sont comptabilisées en charge sur la période d'acquisition des droits d'exercice par les salariés. La contrepartie est comptabilisée en augmentation des capitaux propres. Cette comptabilisation n'est pas linéaire mais dépend des conditions d'acquisition des droits spécifiques à chaque plan.

Les options de souscription ou d'achat d'actions accordées aux salariés sont évaluées à leur juste valeur à la date d'octroi. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle mathématique de valorisation Black, Scholes & Merton, sur la base d'hypothèses déterminées par la direction. Les évolutions de valeur postérieures à la date d'octroi sont sans incidence sur cette évaluation initiale.

La valeur des options est notamment fonction de leur durée de vie attendue, que le Groupe a estimée correspondre à leur période d'indisponibilité fiscale, soit 4 ans.

L'application d'IFRS 2 n'a aucun impact sur le bilan consolidé ni sur les capitaux propres du groupe.

2.20. — Provisions

Une provision est inscrite au bilan du Groupe parce qu'elle résulte d'une obligation actuelle née d'un événement passé et qu'il est probable qu'il y aura un flux de sortie de ressources à l'avenir pour éteindre cette obligation.

Le montant de la provision correspond à la meilleure estimation actuelle de la dépense pour éteindre l'obligation existant à la date de clôture. Les risques et incertitudes sont pris en compte. Les provisions ne sont pas actualisées.

2.21. — Fournisseurs et autres créditeurs

Les dettes commerciales et les autres dettes sont enregistrées à leur coût.

2.22. — Impôt différé

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs figurant au bilan et leur base fiscale correspondante. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue à la date où l'actif d'impôt différé sera récupéré ou à celle où le passif d'impôt différé sera soldé. La règle du report variable est appliquée et les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les impôts différés actifs et passifs sont compensés, lorsqu'il existe un droit légal de le faire et que les impôts relèvent de la même autorité fiscale.

Conformément à la norme IAS 12, le Groupe comptabilise un impôt différé passif dans sa totalité. Un impôt différé actif peut résulter de déficits reportables, de crédits d'impôts et de différences temporelles entre valeurs comptables et valeurs fiscales des actifs et passifs. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque le résultat comptable d'une filiale est durablement positif.

Pour apprécier la capacité du groupe à récupérer ces actifs, il est notamment tenu compte des éléments suivants :

- prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir incluse dans les pertes passées ;
- historique des résultats fiscaux des années précédentes ;

Les impôts différés actifs et passifs ne sont pas actualisés.

2.23. — Chiffre d'affaires

Les revenus du Groupe sont constitués par les ventes d'abonnement, de livres et d'autres produits culturels.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente d'Abonnements à Durée Libre (ADL) est comptabilisé au fur et à mesure du service des abonnements par les éditeurs.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente d'Abonnements à Durée Déterminée (ADD) est comptabilisé lors de la transmission des avis de mise en service auprès des éditeurs.

Dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut français de commissionnaire de presse) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; il correspond donc en réalité à une marge brute, puisque le coût des magazines vendus est déduit du montant des ventes encaissées.

Le chiffre d'affaires relatif à la vente des Livres, Objets, Audio Vidéo (LOAV) est comptabilisé lors de la transmission au prestataire des avis de livraison aux clients.

Le chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette du coût des magazines vendus dû aux éditeurs, des annulations, des remises accordées et des taxes basées sur les ventes.

2.24. — Coûts d'emprunts

Tous les coûts d'emprunts sont comptabilisés en résultat sur l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

2.25. — Politique de gestion des risques financiers

Le Groupe utilise des instruments financiers pour gérer et réduire son exposition aux risques de variation des taux d'intérêts.

Les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à l'origine au coût d'acquisition. Ils sont évalués par la suite à la juste valeur. Les profits et les pertes latentes qui en découlent sont comptabilisés en fonction de la nature de la couverture de l'élément couvert.

Les instruments financiers relatifs aux couvertures de taux font l'objet d'une comptabilité de couverture de juste valeur.

2.26. — Impôt sur les sociétés

La charge d'impôt pour le Groupe correspond à la somme de l'impôt exigible et de l'impôt différé.

L'impôt exigible est constitué du montant d'impôt payable (ou récupérable) relatif au bénéfice (ou à la perte) taxable de l'exercice. L'impôt différé est relatif aux différences entre les montants comptabilisés au bilan pour les actifs et les passifs et les bases fiscales retenues pour ceux-ci.

2.27. — Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe, engagée dans la fourniture de biens ou de services (secteur d'activité) ou dans la fourniture de biens ou de services au sein d'un environnement économique particulier (secteur géographique), et exposée à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres secteurs.

Le premier et le deuxième niveau de l'information sectorielle sont respectivement le secteur géographique et l'offre produits.

Les actifs sectoriels sont les actifs opérationnels utilisés par un secteur dans le cadre des activités opérationnelles qui lui sont directement affectables ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Les autres actifs sont portés dans la ligne ou la colonne « non affectés ».

Les passifs sectoriels sont les passifs résultant des activités d'un secteur qui lui sont directement affectables ou qui peuvent raisonnablement lui être affectés. Les autres passifs sont portés dans la ligne ou la colonne « non affectés ».

2.28. — Estimations et jugements comptables significatifs

Le Groupe ADLPartner procède à des estimations et retient des hypothèses concernant le futur.

Le Groupe a évalué ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituaient le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les principales estimations et jugements comptables effectués par le Groupe portent sur les points suivants :

- Durée d'utilisation des actifs et dépréciations correspondantes,
- Appréciation du risque client et provisions correspondantes,
- Activation des impôts différés sur les déficits reportables de la filiale Abo Service International.

3. — Notes relatives au bilan

3.1. — Participations

Au cours du deuxième semestre 2007, le Groupe a :

- cédé sa participation de 50 % dans la société ADLPartner Suisse pour 125 000 francs Suisse
- souscrit à l'augmentation du capital de la société Le Grand Tirage détenu à 100 % pour 167 K€.

3.2. — Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition de 172 K€ proviennent :

- pour 21 K€ du rachat d'actions ADLPartner Marketing en 1999, totalement déprécié ;
- pour 84 K€ du rachat de 100% des actions de la société Le Grand Tirage au 30/06/2005, totalement déprécié ;
- pour 100 K€ du rachat de 1,5% des actions de la société Abo Service International au 30/06/2005 ;
- pour 72 K€ du rachat de 1,5% des actions de la société Abo Service International au 31/12/2005.

Ils sont testés annuellement et alloués à chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) concernée.

Une projection des flux de trésorerie est établie à partir des budgets les plus récents approuvés par la direction pour les 5 prochaines années et d'une valeur actualisée à l'infini. Le taux d'actualisation utilisé pour les flux du secteur est commun à tous les secteurs.

3.3. — Immobilisations incorporelles

(En K€)	Logiciels	Autres	Total
Valeur brute :			
Au 1er janvier 2006	5 011	680	5 691
Acquisitions	1 102	284	1 386
Cessions	0	0	0
Transferts et autres	-1 046	-913	-1 959
Au 1er janvier 2007	5 067	51	5 118
Acquisitions	191	180	371
Cessions	0	0	0
Transferts et autres	118	-137	-19
Au 31 décembre 2007	5 376	94	5 470
Amortissements cumulés et dépréciations :			
Au 1er janvier 2006	3 761	0	3 761
Acquisitions / Cessions	0	0	0
Amortissement de l'exercice	706	0	706
Transferts et autres	-1 046	0	-1 046
Au 1er janvier 2007	3 421	0	3 421
Acquisitions / Cessions	0	0	0
Amortissement de l'exercice	696	0	696
Transferts et autres	-18	0	-18
Au 31 décembre 2007	4 099	0	4 099
Valeur nette :			
Au 31 décembre 2007	1 277	94	1 371
Au 31 décembre 2006	1 646	51	1 697

Le mouvement essentiel enregistré par l'actif immobilisé est l'investissement dans de nouvelles applications informatiques de gestion par ADLPartner pour 256 K€.

3.4. — Immobilisations corporelles

(En K€)	Terrains & constructions	Agencements Installations	Matériels & équipements	Total
Valeur brute :				
Au 1er janvier 2006	5 028	1 640	2 321	8 989
Acquisitions	49	155	225	429
Cessions	0	0	0	0
Transferts et autres	0	-8	-93	-101

Au 1er janvier 2007	5 077	1 787	2 453	9 317
Acquisitions	32	24	35	91
Cessions	0	0	-24	-24
Transferts et autres	0	0	-106	-106
Au 31 décembre 2007	5 109	1 811	2 358	9 278
Amortissements cumulés et dépréciations :				
Au 1er janvier 2006	1 198	664	2 030	3 892
Charge d'amortissement de l'exercice	103	137	144	384
Cessions	0	0	0	0
Transferts et autres	0	-8	-4	-12
Au 1er janvier 2007	1 301	793	2 170	4 264
Charge d'amortissement de l'exercice	104	144	151	399
Cessions	0	0	-24	-24
Transferts et autres	0	0	-105	-105
Au 31 décembre 2007	1 405	937	2 192	4 534
Valeur nette :				
Au 31 décembre 2007	3 704	874	166	4 744
Au 31 décembre 2006	3 776	994	283	5 053

Il n'y a pas d'actifs significatifs sous contrat de location financement.

3.5. — Autres actifs financiers non courants

(En K€)	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Solde au 31/12/2006	667	0	667
Augmentation	34		34
Remboursement	-337		-337
Dépréciations nettes	0		0
Ecart de conversion	3		3
Autres	-86		-86
Solde au 31/12/2007	281	0	281

(En K€)	2007	2006
Dépôt de garantie	281	317
Prêts	0	264
Autres	0	86
Total	281	667

3.6. — Impôts différés

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Impôts différés activables	6 923	9 229
Impôts différés non reconnus	-3 978	-4 649
Impôts différés actifs reconnus	2 945	4 580
Impôts différés passifs	987	1 006
Impôts différés nets	1 958	3 574

Au 31/12/2007, le Groupe dispose de pertes reportables de 24 916 K€, éventuellement disponibles pour compenser des profits taxables futurs.

L'impôt différé actif antérieurement constaté sur les déficits reportables de la filiale Abo Service International a été utilisé sur l'exercice à hauteur de 406 K€. Par ailleurs, la réduction du taux de l'impôt société s'est traduit par une charge exceptionnelle de 1 228 K€.

Le solde de 2 945 K€ a été maintenu à l'actif du bilan à la clôture, le groupe estimant que les perspectives de résultat de cette filiale rendent probable la récupération de cet impôt différé.

Par contre, aucun impôt différé actif n'a été reconnu pour un montant de 15 391 K€ de pertes reportables dans les autres filiales, le Groupe ayant pris comme règle de ne constater aucun impôt différé actif tant que le résultat comptable d'une filiale n'est pas durablement positif.

3.7. — Stocks

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Abonnements Abo Service International	2 774	2 853
Primes (cadeaux clients)	729	844
Livres-audio-vidéo	2 131	1 840
Documents de traitements, emballages	142	62
Total général au coût historique	5 776	5 599
Dépréciation à l'ouverture	438	326
Augmentation	617	438
Diminution	-438	-326
Dépréciation à la clôture	617	438
Total net à la valeur de réalisation	5 159	5 161

3.8. — Clients et autres débiteurs

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur brute des créances sur la vente de produits et services	28 802	26 424
Dépréciation sur créances clients	-3 080	-3 102
Avances et acomptes	626	504
Créances envers l'Etat	2 845	5 376
Autres débiteurs	1 919	720
Total	31 112	29 922

Le montant net comptabilisé pour les créances correspond à leur juste valeur.

3.9. — Autres actifs

(En K€)	2007	2006
Charges constatées d'avance	4 660	4 486
Total	4 660	4 486

Les charges constatées d'avance concernent principalement les charges exposées pour la conception, la fabrication, le routage, l'affranchissement des mailings et engagées sur l'exercice clos pour les opérations commerciales débutant après la clôture.

3.10. — Trésorerie et équivalents de trésorerie

3.10.1. — Trésorerie

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Valeurs mobilières de placement	0	47
Liquidités en banque et en caisse	10 149	11 464
Dépôts bancaires à court terme	4 017	0
Total	14 166	11 511

Les soldes bancaires et la trésorerie comprennent les actifs détenus sur les comptes de dépôts bancaires, dont la maturité est à moins de trois mois.

Les liquidités proviennent de la cession à la date de clôture des valeurs mobilières de placement.

Les dépôts bancaires à court terme sont composés par des certificats de dépôts et des dépôts à terme.

3.10.2. — Risque de crédit

Les principaux actifs financiers du Groupe sont les comptes bancaires et la trésorerie, les créances clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit sur les actifs de trésorerie est limité, parce que les contreparties en sont des banques avec de hauts niveaux de notation de crédit attribuée par des agences internationales de notation.

Le risque de crédit du Groupe est essentiellement lié à ses créances clients. Les montants présentés au bilan sont nets de provisions pour dépréciation. Une dépréciation est constatée, lorsqu'il existe un événement identifié de risque de perte, qui, basé sur l'expérience passée, constitue une évidence suffisante de la réduction du montant recouvrable de la créance.

Le Groupe n'a pas de concentration significative de son risque de crédit, avec une exposition largement répartie sur de nombreux acteurs du marché.

3.11. — Capitaux propres

3.11.1. — Capital

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Capital autorisé		
4 500 000 actions ordinaires sans valeur nominale	7 001	7 001
Capital souscrit, appelé et versé		
A l'ouverture de l'exercice	7 001	7 001
Emises suite à l'exercice de stock options		
Emises par incorporation de primes d'apport		
Emises dans le cadre de la fusion		
Annulées dans le cadre de l'opération de fusion		
A la clôture de l'exercice	7 001	7 001

La Société a une seule classe d'actions ordinaires donnant toutes droit aux mêmes dividendes. Les actions détenues au nom d'un même propriétaire depuis plus de 2 ans bénéficient d'un droit de vote double.

3.11.2. — Ecart de conversion

Les écarts de conversion (183 K€ en 2007 et 96 k€ en 2006) correspondent aux effets des fluctuations du cours de la livre sterling, du franc suisse et du réal brésilien par rapport à l'euro.

3.11.3. — Plans d'attribution d'options d'achat d'actions

Le Groupe a mis en place plusieurs plans de stock-options au bénéfice de divers cadres supérieurs et dirigeants du Groupe.

La Société ADLPartner a émis plusieurs plans d'options d'achat d'actions :

- Plans A et A' émis le 1er octobre 2002 ;
- Plans B et B' émis le 7 octobre 2003 ;
- Plan C émis le 5 octobre 2004 ;
- Plan D émis le 11 janvier 2005 ;
- Plans E et E' émis le 21 décembre 2005 ;
- Plan G émis le 23 juin 2006 ;
- Plan H émis le 22 septembre 2006 ;
- Plans I, I' et I'' émis juridiquement le 23 mars 2007 et relatifs à certaines attributions au titre de l'exercice 2006.
- Plan J émis le 15 octobre 2007
- Plans K émis juridiquement le 4 mars 2008 et relatifs à des attributions au titre de l'exercice 2007

La société France Abonnements a émis un plan le 3 février 2003 repris par ADLPartner, le plan F qui a été modifié le 21 décembre 2005.

La valeur du sous-jacent correspond à la moyenne des cours de bourse des 20 derniers jours de bourse à la date de l'attribution sauf pour le plan F, l'action France Abonnements n'étant pas cotée à la date d'attribution.

La période d'acquisition des droits est échelonnée sur 4 années pour les plans A, B ; elle est immédiate pour les plans A', B', C, E' et H ; elle est de 3 ans pour les plans D, E, G, I, I', I'', J et K, à compter de la date d'attribution.

Les options sont caduques au-delà d'un délai de 5 à 10 années après la date d'attribution. Les options ne peuvent être levées en cas de départ du Groupe par les attributaires.

Lorsqu'une option est exercée, le dénouement se fait sous forme d'action.

Seuls les plans de stock-options émis à partir du 7 novembre 2002 sont comptabilisés selon IFRS 2. Les plans A et A' n'ont par conséquent pas été comptabilisés, conformément à IFRS 1.

Les plans A, B, C et D ont bénéficié de l'attribution d'une option complémentaire pour cinq options anciennes. Ceci est conforme à la décision prise par l'assemblée générale du mois de juin 2005 et mise en oeuvre le 11 juillet 2005 dans le cadre de l'attribution d'une action gratuite pour 5 actions anciennes. Cette modification n'a pas entraîné de charge complémentaire pour le Groupe.

Les justes valeurs des stock-options sont calculées selon le modèle de Black - Scholes & Merton sauf pour une partie du plan J pour laquelle une condition de marché est prévue. Les options sont systématiquement considérées comme exercées à la fin de leur période d'indisponibilité fiscale, soit

4 ans. La volatilité attendue a été déterminée en utilisant la volatilité historique sur les quatre dernières années et en prenant en compte les estimations d'évolution. Lorsqu'une condition de marché est exigée en plus d'une condition de présence, le modèle utilisé est celui dit « Barrier Up & In » qui prend en compte la probabilité que cette condition de marché soit atteinte. Les autres paramètres sont identiques à ceux utilisés dans le modèle de Black-Scholes & Merton.

Les hypothèses retenues pour les plans sont les suivantes :

	Volatilité attendue	Durée de vie	Taux sans risque
Plan A & A'		non valorisé	
Plan B & B'	40%	4 ans	2,87%
Plan C	40%	4 ans	2,87%
Plan D	40%	4 ans	2,87%
Plan E & E'	40%	4 ans	2,89%
Plan F	58%	4 ans	3,06%
Plan G	40%	4 ans	3,58%
Plan H	40%	4 ans	3,58%
Plan I, I' & I''	40%	5 ans	3,59%
Plan J	40%	4 ans	4,12%
Plan K	40%	5 ans	4,12%

Les détails des plans en vigueur peuvent être présentés comme ci-dessous :

	Réf. plan	Nombre d'options	Date d'attribution	Valeur du sous-jacent en €	Prix d'exercice en €	Date d'échéance
Options attribuées et non exercées à l'ouverture de l'exercice	Plan A (*)	28 925	01/10/2002	10,16	6,78	31/12/2007
	Plan B (*)	42 000	07/10/2003	7,21	6,01	31/12/2008
	Plan C (*)	2 713	05/10/2004	13,27	11,06	31/12/2009
	Plan D (*)	14 850	11/01/2005	13,97	11,64	10/01/2015
	Plan E & E'	13 382	21/12/2005	21,71	21,71	21/12/2015
Conversion en options ADLPartner	Plan F	40 185	03/02/2003	21,87	1,43	30/06/2009
	Plan G	14 080	23/06/2006	15,98	15,98	22/06/2016
	Plan H	1 934	22/09/2006	15,51	15,51	31/12/2011
	Plan I, I' et I''	11 206	23/03/2007	12,27	12,27	23/03/2015
Sous-total		169 275				
Modifications au cours de l'exercice						
Nouvelles attributions de l'exercice	Plan J	18 145	15/10/2007	14,88	14,88	15/10/2017
	Plan K	26 485	04/03/2008	10,44	10,44	04/03/2016
Au titre de l'exercice 2007						
Options devenues caduques au cours de l'exercice						
Options annulées au cours de l'exercice						
Options exercées au cours de l'exercice		-95 823				
Options attribuées et non exercées à la clôture de l'exercice		118 082				
Options exerçables au 31 décembre 2007		21 316				

(*) Le prix d'exercice indiqué pour ces plans prend en compte l'attribution d'une option complémentaire pour 5 options anciennes.

Le Groupe a comptabilisé une charge de 125 K€ au cours de l'exercice 2007 (comparée à une charge de 101 K€ en 2006), relative aux plans de stock options.

3.11.4. — Plan d'attribution d'actions gratuites

Un plan d'attribution d'actions gratuites a été mis en place le 20/01/2006 ; le volume d'actions attribuées s'élève à la clôture à 20 900 pour une charge de personnel de 220 K€.

3.11.5. — Actions auto détenues

	En nombre de titres	(En K€)
Au 1er janvier 2006	341 609	1 124
Acquisitions	9 870	155
Cessions	-8 204	-180
Au 1er janvier 2007	343 275	1 099
Acquisitions	10 271	138
Cessions	-109 963	-584
Au 31 décembre 2007	243 583	653

Les mouvements ci-dessus globalisent ceux de l'animation de marché et des levées d'options.

3.11.6. — Dividendes

Une distribution de dividendes de 0,20 € par action a été votée par l'assemblée générale du 22 juin 2007.

3.12. — Résultat par action

Le résultat par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et auto détenues.

Lorsque les fonds sont recueillis lors de l'exercice des droits (cas des options), ils sont supposés être affectés en priorité au rachat d'actions au prix du marché et ce uniquement si celui-ci est supérieur au prix d'exercice du droit.

Dans les deux cas, les fonds sont pris en compte prorata temporis lors de l'année d'émission des instruments dilutifs et aux premiers jours les années suivantes.

Le calcul du résultat de base et dilué par action attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère est basé sur les données suivantes :

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat net des activités poursuivies part du groupe	6 617	1 530
Effet dilutif des actions ordinaires potentielles	0	
Résultats pour les besoins du résultat dilué par action	6 617	1 530

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006
Résultat net des activités arrêtées part du groupe	-605	216
Effet dilutif des actions ordinaires potentielles	0	0
Résultats pour les besoins du résultat dilué par action	-605	216

Nombre d'actions en milliers	Exercice 2007	Exercice 2006
Nombre moyen d'actions ordinaires pour le besoin du calcul du résultat de base par action	4 206 571	4 157 558
Effet dilutif des actions ordinaires potentielles :		
- options	47 899	83 955
- actions gratuites attribuées aux salariés	20 063	0
- obligations convertibles	0	0
Nombre moyen d'actions ordinaires pour le besoin du calcul du résultat dilué par action	4 274 533	4 241 513

	Résultat net (En K€)	Nombre d'actions	Résultat par action (En €)
Résultat net des activités poursuivies part du groupe de base par action	6 617	4 206 571	1,57
Options	0	47 899	
Actions gratuites attribuées aux salariés	0	20 063	

Obligations convertibles en actions	0	0	
Résultat net des activités poursuivies part du groupe dilué par action	6 617	4 274 533	1,55

	Résultat net (en k€)	Nombre d'actions	Résultat par action (en €)
Résultat net des activités arrêtées part du groupe de base par action	-605	4 206 571	-0,14
Options	0	47 899	
Actions gratuites attribuées aux salariés	0	20 063	
Obligations convertibles en actions	0	0	
Résultat net des activités arrêtées part du groupe dilué par action	-605	4 274 533	-0,14

Pour 2007, le résultat net part du groupe de base par action ressort à 1,43 € et le résultat net part du groupe dilué par action à 1,41 €.

3.13. — Provisions à long terme

Elles sont uniquement constituées de provisions relatives à des avantages au personnel, comme le montre le tableau suivant :

	Indemnités fin de carrière	Retraites complémentaire s	Total provisions à long terme
Solde à l'ouverture	309	0	309
Variation de périmètre	0	0	0
Dotations de l'exercice	0	47	47
Utilisations de l'exercice	0	0	0
Autres reprises de l'exercice	-44	0	-44
Intérêts	-120	-28	-148
Balance au 31 décembre 2007	145	19	164

La majeure partie des sociétés incluses dans le périmètre de consolidation du Groupe sont des entités européennes. Selon les réglementations et usages en vigueur, des avantages complémentaires peuvent être accordés au personnel.

Lorsque les avantages complémentaires octroyés au personnel donnent lieu à une prestation future pour le Groupe, une provision est calculée selon une méthode d'évaluation actuarielle avec les hypothèses décrites ci-dessous.

Les provisions inscrites au bilan correspondent à l'engagement net en matière d'indemnités de fin de carrière.

Il a par ailleurs été accordé des avantages en terme de retraite complémentaire.

A ce jour, les éléments décrits ci-dessous concernent les seules sociétés françaises, aucun engagement en matière d'indemnités de fin de carrière ou de retraite n'ayant été donné sur les filiales étrangères du Groupe.

3.13.1. — Avantages accordés au titre des Indemnités de Fin de Carrière (IFC)

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles sont les suivantes :

	31/12/2007	31/12/2006
Taux d'actualisation	5,15%	4,25%
Augmentation annuelle des salaires	2,50%	2,50%
Taux de charges sociales	39,28% à 57,39%	-
Turnover	0 à 6%	0 à 6%
Age de départ à la retraite	65 ans	65 ans
Table de survie	INSEE F2000	INSEE F2000
Rendement attendu des actifs des plans	2,35%	2,35%
Table des droits	0 à 7,25 mois de salaire	

Le montant comptabilisé au titre des engagements de fin de carrière au bilan est le suivant :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
---------	------------	------------

Valeur actuelle des obligations	1 414	974
Coûts des services passés non comptabilisés	-1 064	-579
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-206	-85
Dette nette comptabilisée au bilan	145	310

Les montants comptabilisés au titre des engagements de fin de carrière au compte de résultat sont les suivants:

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Coût des services rendus au cours de l'exercice	108	ND
Impact du changement de taux d'actualisation	-200	ND
Rendement attendu des actifs du plan	-120	ND
Pertes actuarielles constatées sur l'exercice	48	ND
Charge nette comptabilisée en résultat	-165	ND

ND = non disponible

La réduction de charge nette pour l'exercice est incluse dans le compte de résultat :

- sur la ligne charges de personnel pour - 44 K€
- sur la ligne produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour 120 K€

Les changements dans la valeur actuelle des obligations liées aux indemnités de fin de carrière peuvent se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Obligations à l'ouverture de l'exercice	395	371
Coût des services	108	0
Intérêt	-320	0
Pertes actuarielles	119	0
Obligation transférée par cession de filiale	0	0
Obligation acquise par acquisition de filiale	0	0
Différences de change	0	0
Prestations payées	0	0
Coût des services passés	48	24
Obligations à la clôture de l'exercice	350	395

Les changements dans la juste valeur des actifs de couverture peuvent se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Juste valeur des actifs à l'ouverture	85	83
Rendement attendu	5	2
Gains actuariels	0	0
Contributions de l'employeur	116	0
Différences de change	0	0
Prestations payées	0	0
Juste valeur des actifs à la clôture	206	85

La juste valeur des actifs à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En %)	31/12/2007	31/12/2006
Instruments de capitaux propres (actions)	6,7%	9,2%
Instruments de dettes (obligations)	86,4%	78,5%
Immobiliers	2,8%	0,1%
Autres actifs	4,1%	12,2%
Total	100,0%	100,0%

L'historique des plans pour l'exercice actuel et l'exercice antérieur peut se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur actuelle des obligations	351	395
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-206	-85
Engagement net	145	310

3.13.2. — Avantages accordés au titre des retraites complémentaires

Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations actuarielles des plans sont les suivantes:

	31/12/2007	31/12/2006
Taux d'actualisation	4,61%	4,07%
Rendement attendu des actifs des plans	4,50%	3,90%
Augmentation annuelle des salaires	0,50%	0,50%
Augmentation annuelle des pensions de retraite	1 à 3 %	1 à 3 %

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au bilan sont les suivants :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur actuelle des obligations	662	488
Juste valeur des actifs des plans de retraite	642	615
Dette nette comptabilisée au bilan	19	0

Les montants comptabilisés au titre des engagements de retraite au compte de résultat sont les suivants :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	25	0
Intérêts sur l'obligation	20	0
Rendement attendu des actifs du plan	-28	0
Pertes actuarielles nettes constatées sur l'exercice	2	0
Charge nette comptabilisée en résultat	19	0

La charge nette pour l'exercice est incluse dans le compte de résultat :

- sur la ligne charges de personnel pour 47 K€
- sur la ligne produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour 28 K€

Les changements dans la valeur actuelle des obligations de retraite peuvent se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Obligations à l'ouverture de l'exercice	488	570
Coût des services	25	24
Intérêt	20	20
Pertes ou (gains) actuarielles	129	-126
Prestations payées	0	0
Obligations à la clôture de l'exercice	662	488

Les changements dans la juste valeur des actifs des plans peuvent se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Juste valeur des actifs à l'ouverture	615	591
Rendement attendu	28	24
Contributions de l'employeur	0	0

Prestations payées	0	0
Juste valeur des actifs à la clôture	642	615

La juste valeur des actifs des plans à la date de clôture s'analyse comme suit :

(En %)	31/12/2007	31/12/2006
Instruments de capitaux propres (actions)	11%	8%
Instruments de dettes (obligations)	87%	89%
Immobiliers	0%	0%
Autres actifs	2%	3%
Total	100%	100%

L'historique des plans pour l'exercice actuel et les exercices antérieurs peut se présenter comme suit :

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Valeur actuelle des obligations	662	488
Juste valeur des actifs des plans de retraite	-642	615
Engagement net	19	0

Il n'y a eu aucun nouveau plan ouvert sur les trois derniers exercices.

3.14. — Passifs financiers

Passifs financiers non-courants (En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Découverts bancaires	0	0
Emprunts bancaires	0	0
Emprunts et dettes financières diverses	440	924
Total	440	924

Passifs financiers courants (En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Découverts bancaires	4	4
Emprunts bancaires	-2	60
Emprunts et dettes financières diverses	238	239
Total	240	303

Les passifs financiers non courants ont tous une échéance inférieure à cinq ans.

Les montants des emprunts sont libellés dans les devises suivantes :

	31/12/2007		31/12/2006	
	(En K€)	(En %)	(En K€)	(En %)
Découverts bancaires en euros	4	0,6%	4	0,3%
Découverts bancaires en livres sterling	0	0,0%	0	0,0%
Emprunts bancaires en euros	-2	-0,3%	60	4,9%
Emprunts et dettes financières diverses en euros	678	99,7%	899	73,3%
Emprunts et dettes financières diverses en francs suisses	0	0,0%	264	21,5%
Total	680	100,0%	1 227	100,0%

Les intérêts sur les dettes bancaires sont à taux variable, indexés sur l'Euribor 6 mois pour le crédit moyen terme utilisé et sur l'Euribor 3 mois pour les lignes moyen terme non utilisées.

Les intérêts sur les autres dettes sont à taux variable, indexé sur la moyenne des taux effectifs moyens trimestriels des établissements de crédit pour les prêts à taux variable aux entreprises d'une durée supérieure à 2 ans.

3.15. — Impôts différés passifs

L'imposition différée passive de 987 K€ est principalement liée à la provision pour amortissements dérogatoires de 767 K€ et à l'écart d'évaluation sur les actifs de la SCI de la Rue de Chartres pour 626 K€, sur lesquels s'imputent des impôts différés actifs de 406 K€ (Organic, participation, indemnités de fin de carrière, retraite chapeau).

3.16. — Provisions à court terme

(En K€)	Provision pour litiges	Provision pour risques	Total provisions à court terme
Solde à l'ouverture	102	157	259
Dotations de l'exercice	103	43	146
Utilisations de l'exercice	-22	0	-22
Autres reprises de l'exercice	-39	-128	-167
Balance au 31 décembre 2007	144	72	216

Elles sont constituées chez ADLPartner par :

- 28 K€ de provision pour risques prud'homaux,
- 44 K€ de provision pour perte de créance fiscale sur ADLPartner Brésil,
- 70 K€ de provision pour litiges clients,
- 74 K€ de provision pour divers litiges.

3.17. — Fournisseurs et autres créditeurs

(En K€)	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes reçus	1 437	1 592
Editeurs	17 082	16 022
Fournisseurs	14 613	16 530
Dettes sur immobilisations	75	4
Autres créditeurs	948	896
Total	34 155	35 044

La ligne "Autres créditeurs" est essentiellement constituée de dettes sur les loteries organisées par le Groupe et en cours au moment de la clôture.

La totalité de ces dettes est à moins d'un an.

3.18. — Autres passifs

Ce poste est constitué par les produits constatés d'avances. Ces produits constatés d'avance concernent les produits des opérations commerciales de l'année suivante, qui sont enregistrés sur l'exercice en cours.

4. — Notes relatives au compte de résultat.

4.1. — Produits

Le volume d'affaires brut représente la valeur des abonnements et autres produits commercialisés (cf. "Indicateurs clés de performance"), alors que le chiffre d'affaires (dont la détermination repose sur le statut de commissionnaire de presse pour les ventes d'abonnements) ne tient compte que du montant de la rémunération versée par les éditeurs de presse ; dans le cas des ventes d'abonnements, le chiffre d'affaires correspond donc en réalité à une marge brute puisque le coût des magazines vendus est déduit du montant des ventes encaissées.

Le chiffre d'affaires net hors taxes se présente comme suit :

— par zone géographique :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation
France	99 069	94 712	4,6%
International	14 847	15 130	-1,9%
Total	113 916	109 842	3,7%

— par offre produits :

	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation
--	---------------	---------------	-----------

Offre abonnements à durée libre (ADL)	54 430	52 689	3,3%
Offre abonnements à durée déterminée (ADD)	28 114	28 517	-1,4%
Offre livres-objets-audio-video (LOAV)	25 323	24 633	2,8%
Autres offres	6 049	4 003	51,1%
Total	113 916	109 842	3,7%

4.2. — Données sociales

Les charges de personnel et l'effectif moyen sont les suivants :

Charges de personnel (En K€)	2007	2006
Salaires et traitements	11 445	11 291
Charges sociales	5 862	5 557
Intéressement	1 297	1 273
Participation	855	583
Plan social	0	0
Indemnités transactionnelles et prud'homales	21	862
Indemnités fin de carrière	-45	24
Retraite chapeau	47	0
Stocks options	125	101
Attribution actions gratuites	220	237
Total	19 827	19 928

Effectif moyen	2007	2006
Cadres	104	98
Agents de maîtrise	50	52
Employés	103	119
Total	257	269

4.3. — Autres produits et charges d'exploitation

Ils concernent essentiellement le coût net des pertes clients.

4.4. — Résultat financier net

Le résultat financier se ventile comme suit :

(En K€)	2007	2006
Plus-values sur placements	394	189
Intérêts sur placements et produits assimilés	371	130
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	765	319
Intérêts et charges assimilées	19	-161
Reprises sur provisions financières	-	132
Coût de l'endettement financier brut	19	-29
Produits financiers nets	784	290
Produits financiers de participation (1)	8	7
Différences de change sur prêts filiales	-120	-81
Autres différences de change	38	-45
Total autres produits et charges financières	-74	-119
Résultat financier	710	171

(1) Intérêts sur prêt ADLP Suisse (intégration proportionnelle)

4.5. — Impôts sur le résultat

4.5.1. — Analyse de la charge d'impôts

(En K€)	2007	2006
Charge d'impôts exigibles	3 689	2 611
Charge d'impôts différés	1 614	248
Total impôts sur le résultat	5 303	2 859

4.5.2.— Rapprochement entre la charge d'impôts et le résultat avant impôts

(En K€)	2007	2006
Résultat net avant impôts des activités poursuivies	11 567	6 452
Taux théorique d'imposition	34,4%	34,4%
Charge d'impôt théorique	3 982	2 221
Rapprochement :		
Effet des déficits de l'exercice non activés	526	880
Effet de l'imputation des déficits antérieurs non activés	0	0
Effet des différences permanentes, de taux d'impôt et autres	795	127
Sous total	1 321	1 007
Charge d'impôt	5 303	3 228
Taux effectif d'impôt	45,9%	50,0%

La charge d'impôt totale ressort à 5 303 K€, incluant la charge exceptionnelle de 1 228 K€ due à la réduction du taux de l'impôt société en Allemagne.

4.6. — Activités arrêtées ou en cours de cession

Le directoire a jugé que les perspectives de la société ADLPartner United Kingdom, qui avait démarré ses opérations en décembre 2001, n'étaient pas suffisantes et la décision a été prise en juin 2007 d'arrêter les investissements commerciaux.

La filiale ADLPartner Marketing, conservée comme dormante depuis la cessation de ses investissements commerciaux, a mis fin à la gestion du portefeuille résiduel d'abonnements issus de l'activité italienne.

La cession des activités en Suisse a été opérée le 31/10/2007.

Compte de résultat des activités abandonnées (En K€)	2007	2006
Chiffre d'affaires	1 616	2 557
Charges d'exploitation	-2 587	-4 825
Résultat opérationnel	-971	-2 268
Résultat financier	-172	-56
Résultat exceptionnel	258	0
Charge d'impôt	0	13
Perte sur prêt	-376	-206
Résultat de cession consolidé	666	0
Perte de change sur cession titres	-10	0
Solde part des réserves groupe	0	15
Gain d'impôt société	0	617
Résultat net	-605	-1 885

La trésorerie des activités abandonnées passe de 123 K€ au 31/12/2006 à 284 K€ au 31/12/2007.

5. — Informations complémentaires

5.1. — Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie présente une variation de trésorerie nette de 2 654 K€, qui se décompose de la façon suivante :

+ 10 828 K€ provenant de la capacité d'autofinancement avant produits financiers nets et impôt société,

- 4 277 K€ d'impôt société versé,

- 3 833 K€ de la variation du BFR lié à l'activité : le BFR reste négatif, représentant 3,6 jours de Volume d'Affaires Brut,

+ 227 K€ d'investissements (logiciels pour - 371 K€ ; immobilisations corporelles pour - 91 K€, + 67 K€ liés à la cession de ADLP Suisse, + 582 K€ de variation du prêt à ADLP Suisse, + 39 K€ liés aux dépôts de garantie),
 - 339 K€ liés aux opérations de financement (- 280 K€ afférents à des remboursements d'emprunts, essentiellement le crédit vendeur mis en place pour l'acquisition des parts de la SCI de la Rue de Chartres, - 839 K€ de dividendes versés aux actionnaires de la société mère, - 287 K€ de remboursement de la Capital Réserve de la société Abo Service International aux minoritaires, + 446 K€ de rachats et reventes d'actions propres, + 621 K€ d'intérêts financiers nets versés),
 + 48 K€ d'incidence des variations des cours de devises.

5.2. — Transactions avec les parties liées

Les entités de contrôle ultimes du Groupe sont respectivement : le groupe familial VIGNERON avec la société SOGESPA, 3, rue Henri Rol-Tanguy, 93100 Montreuil (France) et PUBLISHERS CLEARING HOUSE, 382 Chanel Drive, Port Washington (New York - USA).

Les transactions entre la Société et ses filiales qui sont des parties liées au Groupe sont éliminées en consolidation. Elles ne sont pas présentées dans les notes aux états financiers.

Les détails des transactions entre le Groupe et des parties liées au Groupe sont présentés ci-après.

(En K€)	Ventes de produits		Achats	
	2007	2006	2007	2006
Société mère ADLPartner vers les parties liées	15	46	71	62
Sociétés de contrôle vers le Groupe	71	62	15	20
Co entreprises (intégration proportionnelle)	0	0	29	26

Les ventes de produits sont réalisées aux prix habituels pratiqués par le Groupe avec des clients externes. Les achats sont réalisés au prix de marché.

(En K€)	Créances sur les parties liées		Dettes envers les parties liées	
	2007	2006	2007	2006
Société mère ADLPartner / Sociétés de contrôle	6	11	0	0
Société mère ADLPartner / Co entreprises	0	554	0	0

Aucune charge n'a été constatée pour créance irrécouvrable pour des montants dus par des parties liées.

5.3. — Avantages spécifiques aux dirigeants

Les charges enregistrées au titre des rémunérations et avantages assimilés accordées aux dirigeants (mandataires sociaux) s'établissent comme suit :

(En K€)	2007	2006
Avantages à court terme	998	1 046
Avantages postérieurs à l'emploi	0	0
Indemnités de fin de contrat de travail	0	0
Total	998	1 046

5.4. — Transactions non réalisées en trésorerie

Au cours de l'exercice, la société Suscripciones España a souscrit pour 1 500 k€ à l'augmentation du capital par incorporation de prêt de sa filiale, ADLPartner Hispania, qu'elle détient à 100 %.

5.5. — Engagements donnés et reçus

5.5.1. — Engagements donnés

5.5.1.1. — Crédits long terme

L'emprunt à 5 ans de 2.500 K€ mis en place au 01/06/03 chez ADLPartner est à taux variable basé sur l'EURIBOR 3 mois et est remboursable à compter de 2005. Pour faire face au risque de taux d'intérêts, un instrument financier à terme - Collar - a été utilisé dont les caractéristiques sont les suivantes :
 — notionnel : 3.000 K€
 — durée : du 30/05/03 au 31/12/08
 — taux plafond : 4 %
 — taux plancher : 2,45 %.

Cet instrument est remboursable selon la même échéance. Les pertes et gains relatifs à ce contrat sont comptabilisés en résultat financier (produits financiers de 2 K€).

La situation au 31/12/2007 se présente comme suit :

	31/12/2007	Paiement dus par période		
		A moins d'1 an	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Lignes de crédit	500	500	0	0
Garanties	0	0	0	0
	500	500	0	0

5.5.1.2. — Location locaux

Les baux signés par le groupe pour ses locaux sont détaillés ci-dessous, hors indexation et en valeur H.T.

(En K€)	31/12/2007	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans
France	2 435	859	1 576	-
Allemagne	342	77	265	-
Espagne	6	6	-	-
Brésil	-	-	-	-
Total	2 783	942	1 840	-

5.5.1.3. — Droit individuel à la formation (DIF)

L'engagement en matière de droit individuel à la formation est évalué à 10 736 heures au 31/12/2007.

5.5.2. — Engagements reçus

France Abonnements a consenti à sa filiale S.I.D.D., lors d'un exercice précédent, un abandon de créance de 686 K€ assorti d'une clause de retour à meilleure fortune. En 1999, France Abonnements a renoncé à faire jouer cette clause, compte tenu de la nature du bénéfice de S.I.D.D. au titre de l'exercice clos le 31 décembre 1998. Au 31 décembre 2007, l'engagement reçu au profit d'ADLPartner est toujours de 686 K€.

ADLPartner a consenti à sa filiale ADL Servicios de Fidelizacao, un abandon de créance de 36 122 € correspondant aux prestations du contrat de « Service Agreement » du 2ème semestre 2007, assorti d'une clause de retour à meilleure fortune.

5.6. — Evénements postérieurs à la clôture

Un contrat de cession de fonds de commerce permettant d'acquérir les actifs d'OFUP Education a été signé le 14 février 2008 par ADLPartner Education, filiale à 100 % d'ADLPartner. ADLPartner Education a changé de dénomination sociale pour devenir OFUP le 28 février 2008.

5.7. — Dettes potentielles

Aucun engagement nouveau n'a été pris postérieurement à la clôture des comptes susceptible d'engendrer un accroissement des dettes par rapport à la situation du 31 décembre 2007.

6. Liste des sociétés consolidées

Sociétés consolidées	Forme	Siège	Pourcentage de contrôle	Pourcentage Intérêts groupe	Méthode
ADLPartner	SA	France	Mère	100,00%	Intégration globale
S.I.D.D.	SARL	France	99,96 %	99,96%	Intégration globale
Abo Service International	GmbH	Allemagne	52,22%	52,20%	Intégration globale
ADLPartner Marketing	GmbH	Allemagne	100,00%	100,00%	Intégration globale
Suscripciones España	SL	Espagne	100,00%	100,00%	Intégration globale
ADLPartner Hispania	SL	Espagne	100,00%	100,00%	Intégration globale
ADLPartner UK	Limited	Angleterre	100,00%	100,00%	Intégration globale
ADL Servicios de Fidelização	Srl	Brésil	100,00%	100,00%	Intégration globale
Le Grand Tirage	Sarl	France	100,00%	100,00%	Intégration globale
SCI rue de Chartres	SCI	France	100,00%	100,00%	Intégration globale

Une filiale non significative n'est pas mentionnée.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes annuels au 31 décembre 2007.

ADLPartner Suisse, dont la cession est intervenue le 31/10/2007, est déconsolidée à la clôture de l'exercice.

7. — Informations sectorielles

7.1. — Secteur primaire

Les résultats par zone géographique pour l'exercice 2007 sont détaillés ci-après :

(En K€)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Chiffre d'affaires net HT	99 750	95 574	14 848	15 130	-682	-862	113 916	109 842
Résultat opérationnel	11 303	8 444	-446	-1 547	0	0	10 857	6 897
Résultat net	8 359	5 782	-2 701	-3 826	0	0	5 658	1 956

Les coûts de la Direction Internationale sont supportés par la société mère.

Les actifs et passifs financiers par zone géographique pour l'exercice 2007 se présentent comme suit :

Bilan actif (En K€)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Actifs non-courants								
Ecart d'acquisition	172	172	0	0	0	0	172	172
Immobilisations incorporelles	1 271	1 583	100	113	0	0	1 371	1 697
Immobilisations corporelles	4 693	4 958	51	95	0	0	4 744	5 053
Autres actifs financiers	6 433	4 687	37	63	-6 190	-4 083	281	667
Actifs d'impôt différé	1	0	2 945	4 580	0	0	2 946	4 580
Sous-total actifs non-courants	12 571	11 400	3 133	4 851	-6 190	-4 083	9 514	12 168
Actifs courants								
Stocks	2 240	2 094	2 920	3 067	0	0	5 159	5 161
Clients et autres débiteurs	23 303	22 536	8 723	8 189	-915	-803	31 112	29 922
Autres actifs	4 155	3 790	505	695	0	0	4 660	4 486
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12 925	8 619	1 241	2 892	0	0	14 166	11 511
Sous-total actifs courants	42 624	37 040	13 389	14 843	-915	-803	55 098	51 080
Total actifs	55 194	48 440	16 523	19 694	-7 104	-4 886	64 612	63 248

Bilan passif (En K€)	France		International		Interzone		Consolidé	
	N	N-1	N	N-1	N	N-1	N	N-1
Capital							7 001	7 001
Réserves consolidées							5 257	3 644
Résultat consolidé							5 658	1 956
Capitaux Propres							17 916	12 600
Passifs non-courants								
Provisions à long terme	164	395	0	0	0	0	164	395
Passifs financiers	440	660	0	264	0	0	440	924
Impôts différés	987	1 006	0	0	0	0	987	1 006
Sous-total passif non-courants	1 591	2 061	0	264	0	0	1 591	2 326
Passifs courants								
Provisions à court terme	172	230	44	29	0	0	216	259
Dettes fiscales et sociales	9 411	9 210	815	2 915	0	0	10 226	12 126
Fournisseurs et autres créditeurs	29 258	30 208	5 812	5 639	-915	-803	34 155	35 044
Passifs financiers	236	303	6 194	4 083	-6 190	-4 083	240	303
Autres passifs	183	434	86	157	0	0	268	591
Sous-total passif courants	39 259	40 385	12 951	12 824	-7 104	-4 886	45 106	48 322
Capitaux propres et passifs							64 612	63 248

Les autres informations par zone géographique pour l'exercice 2007 sont détaillées ci-après :

Effectif moyen :	France	International	Total
Cadres	102	7	109
Agents de maîtrise	44	1	45
Employés	77	26	103
Total	223	34	257

7.2. — Secteur secondaire

Le secteur secondaire présente l'activité par type d'offre produits.

Le chiffre d'affaires se présente ainsi :

(En K€)	Exercice 2007	Exercice 2006	Variation
Offre abonnements à durée libre (ADL)	54 430	52 689	3,3%
Offre abonnements à durée déterminée (ADD)	28 114	28 517	-1,4%
Offre livres-objets-audio-video (LOAV)	25 323	24 633	2,8%
Autres offres	6 049	4 003	51,1%
Total	113 916	109 842	3,7%

Il n'est pas possible de distinguer les actifs d'exploitation en fonction des offres :

- les actifs incorporels (logiciels) sont communs à toutes les offres ;
- les actifs corporels (bâtiments, machines) sont, soit communs à toutes les offres, soit plus spécifiquement dédiés à des activités de siège ;
- les stocks sont décrits au [3.7.](#) de cette annexe ;
- les comptes clients sont nominatifs, un même client pouvant avoir souscrit différentes offres (ADL, ADD et/ou LOAV) dans une seule commande.

0804883